

INPRECOR

Correspondance de presse internationale

numéro 264
25 avril 1988

ETATS-UNIS
racisme
et
anti-racisme

PORTUGAL
Crise du PC
sur fond
de grève

Documents
de l'opposition

JAPON
La secte Moon
en action

PARAGUAY
Après
la farce électorale



15 FF-4FS-85 FB



INPRECOR

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

Éditée par Presse-Édition-Communication (PEC).

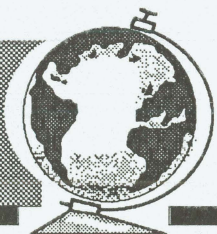
Administration : 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Directeur de publication : Christian Lamotte. Commission paritaire numéro 59117, ISSN 1 0294 - 8516. Imprimé par Rotographie.

SOMMAIRE DU NUMERO 264 DU 25 avril 1988

- 3 **PORTUGAL**
Grève générale et crise du PCP
Francisco LOUCA
- 5 Contribution à la préparation
du XIIe congrès
Document
- 6 Ce qui est en cause...
Document
- 8 **UNION SOVIETIQUE**
Retour au soviets
G. Pliousnin, P. Tchalov
- 10 **ETATS-UNIS**
Le "nouveau racisme"
Alan WALD
- 14 **Malcolm X**
Evelyn SELL
- 15 **JAPON**
Qui sont les "Moon" ?
Takahashi YOSHIO
- 17 L'argent de Moon
Narusawa MUNEO
- 19 **TUNISIE**
Perspectives du régime Ben Ali
Ali BEN SAAD
- 24 **PARAGUAY**
"Victoire électorale" pour Stroessner
Em Tempo
- 25 Enjeux du mouvement populaire
Em Tempo

**EN
BREF...**



- 26 **CANADA** : Une victoire pour les femmes ; **TUNISIE** : Contre la polygamie ; **FRANCE** : Enterrement de Dulcie September ; **ETATS-UNIS** : Echec au FBI ; **BRESIL** : Une démocratie sous surveillance ; **CHILI** : "Pik" Botha chez Pinochet ; **SALVADOR** : Tripatouillage post-électoral.



ABONNEMENT 24 NUMEROS PAR AN

Nom - Prénom.....

Numéro et Rue.....

Commune

Code postal..... Pays.....

Abonnement ☐ Réabonnement ☐

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC", à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris

- Abonnement tous pays (voie de surface) :
140 francs pour six mois, 280 francs pour un an.
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord, Moyen-Orient, DOM-TOM) :
155 francs pour six mois, 310 francs pour un an.
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) :
180 francs pour six mois, 360 francs pour un an.
- Abonnement avion (Asie) :
195 francs pour six mois, 390 francs pour un an.
- Pli fermé : France :
200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.
- Autres pays (voie de surface) :
215 francs pour six mois, 430 francs pour un an.
- Pli fermé par avion : nous écrire.

Diffusé dans les librairies par Diffusion Populaire -
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS - Tél : 45.32.06.23

Grève générale et crise du PCP

LA GREVE GENERALE du 28 mars 1988 a été la plus importante manifestation ouvrière et populaire qu'ait connue le Portugal depuis 1975. Pour la première fois, les deux centrales syndicales du pays, la Confédération générale des travailleurs portugais (CGTP, majoritaire, d'influence communiste) et l'Union générale des travailleurs (UGT, minoritaire mais avec une force croissante et, encore aujourd'hui, sous l'influence des socialistes et des partis de droite) ont uni leur efforts dans une action de lutte contre le gouvernement. L'objectif central de cette grève était d'empêcher la mise en place du "paquet de mesures libérales", les nouvelles lois sur le travail que le gouvernement a présentées au Parlement et qui, vu la majorité absolue du parti au pouvoir, le Parti social-démocrate (PSD), seront sans doute approuvées.

Francisco LOUÇA

LE DEBAT S'EST CENTRE sur les libertés syndicales à l'intérieur de l'entreprise et la "flexibilisation" des licenciements, vieille revendication du patronat. A dire vrai, la loi a peu d'influence sur les secteurs de l'industrie privée où le patronat a obtenu depuis quelques années un rapport de forces très favorable, et où il impose une généralisation des contrats à durée déterminée. Elle vise avant tout les besoins de reconversion globale des secteurs publics. La privatisation d'une partie importante des entreprises publiques rentables et le marché européen unique de 1992 sont les raisons de fond de ces lois. Et c'est sur ce plan que se développe la bataille idéologique menée par les adversaires et les partisans de la grève : l'exemple de l'Europe, mythe distant d'un Eldorado de salaires élevés pour les uns, et de lucres fructueux pour les autres, est présent dans toute la propagande. L'on pourrait dire, d'un certain point de vue, que cette grève fut la première manifestation massive contre le mythe européen.

Les "forces profondes" contre la grève

La gravité des nouvelles dispositions de la loi et le plafond salarial que le gouvernement a réussi à imposer par contrat collectif, après des années de franche prospérité pour une partie des salariés mais surtout pour les "couches moyennes" (prospérité due aux crédits de la CEE, proportionnellement importants pour le pays et source d'innombrables cas spectaculaires de corruption) a suscité une vague de grèves dans le secteur des transports, qui a amené le gouvernement à utiliser la réquisition civile, forme d'état de

siège adoucie, qui empêche l'exercice du droit de grève.

C'est cette situation qui a entraîné la radicalisation de l'UGT, centrale syndicale qui avait toujours collaboré avec le patronat et où est apparue voilà deux ans, une règle d'accord entre partis qui dépeint parfaitement cette centrale : les socialistes, majoritaires dans ces syndicats, acceptaient inévitablement une parité avec les représentants des partis de droite. Mais tout au long des luttes de 1988, où elle eut un rôle prédominant, l'UGT s'opposait frontalement aux projets du gouvernement et décidait de prendre l'initiative de la grève générale.

Dans les premiers temps, même les secteurs de droite de l'UGT ont adhéré à cette grève : c'est seulement deux jours avant sa réalisation, sous la pression directe du gouvernement, qu'ils ont décidé de s'en désolidariser, entraînant un processus de confrontation intérieure dans l'UGT qui aura d'importantes conséquences sur le futur.

Dans la préparation de la grève, les "forces profondes" du pays sont entrées en action. L'archevêque de Braga, qui en 1975, s'était distingué par ses homélies anticommunistes, y a mis du sien, déclarant que les grèves générales "sont normalement des tentatives révolutionnaires". Dans les entreprises publiques, les chefs et les directeurs de services firent circuler des listes pour que tous les travailleurs inscrivent s'ils se joignaient ou pas à la grève et, en cas de réponse affirmative, disent pour quelle raison. Dans l'intérieur du pays, la police rurale parcourait les propriétés pour enquêter sur les animateurs de la grève. Un dirigeant syndical, militant connu du Parti socialiste révolutionnaire (PSR - section portugaise de la IVe Internationale) Manuel Graça, fut poignardé par un patron alors qu'il organisait une assemblée de travailleurs

dans une petite entreprise de chaussures, dans le district d'Aveiro. Dans l'un des principaux hôtels de Lisbonne, le Sheraton, où la grève fut massive, l'administration allait jusqu'à offrir une télévision en couleur à chaque travailleur qui ne se mettait pas en grève !

Les principales entreprises publiques de transports cherchèrent à obliger les salariés à effectuer un "service minimum".... qui était exactement le service normal de l'entreprise. Autrement dit, le droit de grève existe... tant qu'il n'est pas exercé.

Malgré ces pressions multiples, la grève fut partout un succès. Entre un million et demi et deux millions de travailleurs ont cessé le travail. Les transports et l'industrie ont enregistré des indices de participation à la grève de l'ordre de 80 à 100%, et ce dans tout le pays ; le secteur privé quant à lui, fut significativement touché.

Toutefois, il s'est essentiellement agi d'une grève passive, avec des piquets symboliques et sans que les travailleurs soient présents dans les centres de travail, même s'il y eut quelques exceptions. Dans la zone de Freira, en Aveiro, des milliers de travailleurs stoppèrent toute la circulation automobile, entrant dans les petites entreprises pour appeler à la grève et se confrontant par là dans certains cas avec les patrons.

Les conséquences pour le futur

Cette grève survient à peine six mois après la victoire électorale du PSD (1), le principal parti de droite qui, pour la première fois, a obtenu une confortable majorité parlementaire. Ces élections furent le moment culminant du reflux social, de la division des partis de gauche et des syndicats, de l'incapacité de la gauche réformiste à présenter une alternative politique, après les gouvernements d'austérité du socialiste Mario Soares.

Et malgré cette usure rapide, il est encore possible que le gouvernement garde un fort appui électoral et social : la petite bourgeoisie a réagi de façon très différenciée à cette grève, et une partie importante n'y participa guère, voire s'y opposa. Ainsi, la privatisation du secteur public, que la bourgeoisie nomme "la fin du 11 mars dans les entreprises" (2), et les nouvelles lois sur le travail peuvent être imposées par un parlement où les députés, disciplinés, obéissent au gouvernement.

Ce qui est modifié, et cette modification est radicale, c'est l'esprit de lutte, la volonté unitaire qui s'est imposée, favori-

1) Sur les élections législatives de juillet dernier, voir l'article de Francisco Louça dans *Inprecor* numéro 249 du 21 septembre 1987.

2) Le 11 mars 1975, le général Spínola tentait un putsch d'extrême-droite afin de stopper la radicalisation croissante entraînée par la Révolution des œillets du 25 avril 1974. Son échec, dû à la mobilisation ouvrière, ne fera qu'accroître cette radicalisation. De nombreuses mesures seront alors prises : nationalisations des banques, des grandes industries, de la terre, etc, que les divers gouvernements vont rogner peu à peu après novembre 1975.



Alvaro Cunhal, le leader charismatique du PCP (DR)

sant la confiance dans la possibilité d'organiser des luttes contre le gouvernement qui ne soient plus des protestations symboliques. Ce processus tend à modifier le panorama politique national. L'UGT est traversée par la confrontation entre la majorité socialiste et la minorité pro-gouvernementale et, dans son principal syndicat, celui des Banques du Sud, une liste unitaire PS-PCP pourrait bien gagner les élections, marginalisant ainsi la droite qui était prédominante jusqu'alors dans ce secteur.

La fin d'un tabou

D'autre part, à l'intérieur de la CGTP, les conséquences sont moins directes mais non moins importantes : la grève générale a fait de l'unité d'action avec l'UGT, question taboue jusqu'à présent à l'intérieur de la centrale, un thème prioritaire pour l'organisation des protestations contre la politique gouvernementale. Se sont consolidées des formes d'action telles les assemblées générales convoquées par les Commissions de travailleurs, organismes unitaires locaux, et maintenant par les syndicats, comme moyen de parvenir à une meilleure représentativité, dépassant la barrière des divisions syndicales.

Mais la conséquence la plus profonde et à plus long terme, c'est la prise de distance d'une partie importante des dirigeants syndicaux avec les conceptions

traditionnelles du PCP sur les syndicats, tendant à privilégier l'auto-affirmation et le sectarisme propagandiste dont il faut chercher l'origine dans l'éducation "troisième période" des cadres centraux du PCP. Dans le contexte de crise actuelle que traverse ce parti, cette distanciation syndicale est, sans aucun doute, l'élément le plus important pour la réflexion des militants communistes.

Encore aujourd'hui, seuls s'expriment deux courants d'opposition à l'intérieur du PCP. L'un, clandestin, qui publie un bulletin parodiant les publications officielles du parti, et qui se nomme *SIP-Transparence* (Service d'information et de propagande-*Glanost*) et qui, selon la presse, est composé de vieux cadres du PCP, critiquant la stratégie du parti sur la base de références léninistes et d'un anti-brejnevisme radical. (voir page 6)

L'autre, qui s'exprime publiquement, est composé de cadres communistes très connus, dont un ancien membre du Comité central Vital Moreira, qui ont publiquement présenté un projet pour le congrès du Parti, notamment par rapport à son fonctionnement statutaire, et qui veulent présenter un projet de programme. L'apparition de ces courants a suscité un vif débat interne, malgré la réponse très rapide de la direction qui a fait porter la responsabilité du développement de toutes ces critiques à l'influence de la presse bourgeoise.

L'impasse du PCP, qui s'est traduite par

un affaiblissement de sa mobilisation militante et même électorale, est le produit de l'épuisement d'une stratégie qui a connu son moment de gloire en 1974 et dans la première moitié de 1975 : la conquête de positions d'influence à l'intérieur de l'appareil d'Etat comme instrument fondamental pour la participation, même si elle était indirecte, à la gestion du pouvoir. Cette époque est terminée, la réadaptation est très difficile, sinon impossible dans le cadre de référence des mythologies du vieux programme de "révolution démocratique nationale" du PCP qui, selon sa direction, devrait continuer à s'approfondir, bien que l'objectif de cette révolution soit la mise en place d'un gouvernement démocratique-bourgeois qui, à l'évidence, est déjà installé et qui, se pose en ennemi du PCP comme de toute la gauche.

Dans la mesure où la réponse du "groupe des six" semble être influencée par le PC italien, beaucoup de cadres intermédiaires ou de la direction, se maintiennent loin du conflit, attendant une passation des pouvoirs imposée par les "lois naturelles" et l'âge des dirigeants du PCP.

L'effet Gorbatchev ...à Lisbonne

Mais le pire drame du PCP, c'est que cette crise coïncide et est aggravée par la référence commune de toutes les oppositions à la *perestroïka*, par rapport à laquelle Cunhal et sa direction ne cachent plus leurs réserves voire leur opposition. Dans l'enquête faite de façon interne contre le "groupe des six", il fut même plus ou moins dit ou insinué qu'il serait encouragé et stimulé par le Kremlin. Alors, pour un parti qui a toujours mis l'URSS au centre de sa culture politique, c'est une mutation de poids. Il s'agit là d'un processus dont nous assistons aux tumultueux débuts, et qui a un large avenir. Entre le fantôme de Carillo et la menace d'un Juquin, la direction du PCP ne se sent guère en sécurité et ce, avec toutes les raisons.

Dans tous ces événements, la grève générale et la petite modification de climat pour les mobilisations ouvrières qu'elle implique, aura un poids fondamental pour le futur de la gauche. ■

Avril 1988

Contribution à la préparation du XIIe congrès Document

NOUS PUBLIONS ci-dessous le texte présenté par ceux que l'on appelle désormais "le groupe des six", c'est-à-dire Vital Moreira, Vega de Oliveira, Vitor Louro, Silva Graça, Sousa Marques et Dulce Martins. Il se veut une contribution à la préparation du XIIe congrès du PCP qui est prévu pour décembre 1988. Rédigé en novembre 1987, il fut rendu public par le quotidien *O Jornal* en janvier dernier, à la demande de ses rédacteurs.

Il a rencontré un écho important parmi les intellectuels communistes. Ainsi, Antonio Borges Coelho, professeur à l'université de Lisbonne, qui fut emprisonné avec Alvaro Cunhal pendant la dictature, a apporté son soutien public au texte, par une lettre adressée au secrétaire général. De même, des cadres syndicaux d'Almada, militants de longue date du PCP, ont signé un texte affirmant leur complète solidarité avec "les rénovateurs" du PCP. (Les italiques sont des rédacteurs du texte)

1 Introduction

Dans la suite des idées exposées antérieurement par le secrétaire général du Parti, nous allons présenter maintenant quelques suggestions pour le prochain congrès dont la tenue a été annoncée pour l'an prochain.

Nous soulignons de nouveau que la présentation de ces suggestions relève de notre profonde conviction selon laquelle il est nécessaire que le Congrès constitue, dans sa préparation et dans ses délibérations, un mouvement de réflexion ouvert sur l'état du Parti et sa place dans le Portugal contemporain, un bilan de son activité passée et de ses perspectives de nouvelles lignes d'action dans le futur, de réexamen des méthodes et de l'organisation, et surtout, de réactivation et de revitalisation nécessaires au dépassement de la crise qui affecte le parti.

Nous considérons comme également nécessaire réaffirmer les idées de fond qui constituent les bases incontestables de nos initiatives, c'est-à-dire, les fondements théoriques du marxisme comme théorie d'analyse critique et de transformation de la société, en récusant toute apologie, qu'elle soit élémentaire ou sophistiquée, du capitalisme et de l'exploitation de l'homme par l'homme ; le respect des origines et du patrimoine de lutte du Parti, récusant la critique sans principes ni liens avec la réalité portugaise ; finalement, la fidélité aux conquêtes et aux idéaux du 25 Avril, le rôle et la responsabilité du Parti dans la révolution et dans la défense du régime démocratique conquis.

2 Ordre du jour du congrès

En plus des tâches "normales" - appréciation et vote du rapport du secrétaire général du Parti et élection du comité central - doit être également incluse dans l'ordre du jour des travaux du Congrès, l'actualisation des Statuts et du Programme.

En effet, les actuels *statuts du Parti*, sur plusieurs aspects, ne sont plus d'actualité et, sous d'autres, déficients. Ils portent la marque de l'organisation clandestine du Parti, sont sommaires voire inexistantes sur certaines questions, établissent des solutions qui doivent être réexaminées.

Il importe de revoir les statuts afin, selon les cas, d'éliminer ou de reformuler des expressions ou des formulations qui datent, d'adapter l'organisation du parti à ses tâches et nécessités d'action dans la période historique actuelle, donner *la transparence* à la vie et l'organisation du Parti, redéfinir et formaliser les garanties de *démocratie interne*.

Le Programme du Parti manque également d'actualité. Le programme actuel vient de la révision opérée en octobre 1974, quelques mois après le 25 Avril, du programme adopté au congrès de 1965, dont les principes fondamentaux furent maintenus.

S'impose naturellement une actualisation générale de l'analyse de la société portugaise, s'adaptant à la situation créée par la fin du fascisme et du colonialisme, des événements du 25 Avril et des transformations démocratiques, de l'institutionnalisation du régime démocratique

constitutionnel, des reculs que nous avons connus depuis, de l'entrée dans la CEE etc. Il est également nécessaire de reformuler les objectifs du Parti en accord avec ce qui précède, et en prenant en compte explicitement la réalisation totale ou partielle d'une bonne partie des objectifs de "*la révolution démocratique et nationale*" qui sont aujourd'hui dans ce programme. Il serait également judicieux de "déconjuncturaliser" le programme, le rendant ainsi plus susceptible d'adaptation aux mutations économiques, politiques et sociales.

Il importe que l'actualisation du Programme soit l'occasion d'un réexamen global de la ligne politique du Parti, à la lumière de son histoire et de son expérience propre, de l'expérience des autres partis communistes (sans préjugés ou anathèmes), des succès et des insuccès et de l'évolutions récentes des pays socialistes, des discussions contemporaines sur le marxisme, le léninisme et l'édification du socialisme. Respectant et réaffirmant l'engagement avec les principes théoriques qui ont inspiré la lutte du parti, avec le patrimoine de son histoire et avec les conquêtes et les idéaux du 25 avril, il est urgent de rénover et de renforcer la confiance dans nos idées du socialisme.

C'est dans ce cadre, que doit s'inscrire la préparation du prochain congrès.

3 Sur l'organisation du congrès

Le congrès doit constituer un large mouvement de débat interne, de discussion libre et ouverte, de présentation des idées et des solutions. La directive fondamentale doit être de trouver une issue aux difficultés et aux problèmes présents et dans le débat et la recherche des solutions.

Dans ce sens, les mesures suivantes sont nécessaires :

- Préparation du congrès *suffisamment à l'avance* pour qu'elle permette un calendrier adéquat de la présentation, l'étude et la discussion des documents et propositions, et de l'élection des délégués.

- Election pour le Comité central d'une *Commission d'organisation du congrès* largement représentative, chargée de préparer, coordonner et dynamiser l'organisation du congrès.

- Approbation par le CC avec le même temps de préparation, d'un *règlement du Congrès*, sur la proposition de cette Commission, qui aurait pour tâche de fixer le calendrier de la préparation, la composition du Congrès quant au nombre de délégués de droit et le nombre de délégués élus par les différentes organisations, le processus de convocation et d'organisation des débats, les formes de divulgation à l'intérieur du parti des documents et propositions etc.

- Les *documents* devant être soumis à discussion doivent être distribués suffisamment de temps à l'avance pour en permettre l'étude, l'élaboration de propositions de modifications et leur discussion.

- Doivent être convoquées des *assemblées générales de toutes les organisations* pour la discussion et le vote des documents et des propositions et pour l'élection des délégués, avec pour ce faire un grand effort de mobilisation, afin d'élargir au maximum la participation des membres du parti.

- L'élection des délégués au congrès doit être faite à bulletin secret, en reconnaissant le droit des militants à proposer des candidatures pour les délégations, comme celui de proposer des modifications aux thèses en discussion.

- Le congrès doit avoir une durée suffisante pour assurer un traitement adéquat des points inclus dans l'ordre du jour, comprendre des sessions de discussion libre, en assemblée générale ou en commission, de chacun des deux points mis à l'ordre du jour, devant être soumises à discussion toutes les propositions qui seront

présentées par un nombre minimum de délégués, lesquels auront la possibilité de les défendre devant le congrès.

- L'élection des membres du CC devra être faite à bulletin secret, étant garantie la possibilité de présentation de candidature, comme un système d'élection qui permette aux délégués de choisir librement leurs candidats, de telle sorte que la composition du futur CC corresponde sans le moindre doute à la volonté du Parti.

En annexe, nous ajoutons un ensemble de propositions suggestions pour une réglementation possible du Congrès, en accord avec les préoccupations que nous venons d'énoncer. ■

Lisbonne, 17 novembre 1987
O Jornal, 15 janvier 1988

Ce qui est en cause... Document

**SI CERTAINES de ces idées peuvent vous servir, utilisez les
Ces idées sont anonymes,**

Ceux qui n'ont rien à proposer cultivent la personnalité...

Tel est l'en-tête du bulletin publié par les oppositionnels clandestins du PCP, qu'ils ont ironiquement dénommé *Service d'information et de propagande "Transparence"*, plagiant ainsi la langue de bois dont ce parti n'est guère avare.

Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits du Bulletin n°2, critique virulente du "socialisme réel" et des positions du PCP sur ce thème.

Dans un prochain numéro d'*Inprecor*, nous publierons des extraits du Bulletin N°1, consacré au centralisme démocratique.

4- CEUX QUI, armés d'une vision pré-marxiste de l'histoire ne comprennent pas que l'histoire est faite par les peuples et pensent qu'elle est faite par les rois (ou par les présidents du Conseil ou par les secrétaires généraux) ont beaucoup de difficultés à comprendre certaines choses. Ils ont beaucoup de mal, par exemple, à comprendre que l'Union soviétique est un pays de 300 millions d'habitants.

Pour eux, l'histoire de l'Union soviétique, ce n'est pas l'histoire des peuples soviétiques, c'est la biographie de Staline suivie, avec un léger intermède pour oublier, de la biographie de Brejnev.

Voilà pourquoi ils ont tant de mal à évaluer ces personnages. Ils sont obligés d'abandonner les "principes immuables" avec lesquels ils s'orientent normalement sur des questions plus triviales, et de recourir à un certain éclectisme : d'un côté des aspects positifs, de l'autre, des aspects négatifs... ô doute cruel !

Ceux qui oublient que pendant le fascisme le peuple portugais continua d'avoir une existence pour le moins aussi réelle que le socialisme dans lequel ils s'élevaient, auront certainement des difficultés à ne pas mettre au crédit de Salazar ou Caetano, le fait que le Portugal, à la fin du fascisme, était un pays beaucoup plus développé que cinquante ans auparavant. Puisque la télévision même fit son apparition du temps de Salazar, n'était-ce pas grâce à Salazar ?

5- SI ENCORE aujourd'hui il est impossible de définir l'ensemble des conditions historiques qui rendirent possibles le stalinisme, et ce problème est dans un certain sens, plus important même que le stalinisme, puisque ce qui s'est passé en deviendrait irrémédiable et ce qui importe surtout, s'est d'éviter les rechutes, il est en contrepartie, extrêmement facile de définir l'une des conditions qui a rendu

possible la survie du stalinisme à sa propre mort, sous la forme du fantôme brejnevien, durant de longues et d'inutiles années perdues dans la stagnation. Il existe une méthode pour progresser : expérimenter, voir ce que donne la pratique, et corriger la direction prise. On ne répond pas au neuf avec d'inafaillibles raisonnements et déductions nés dans des têtes de génies : on répond à ce qui est nouveau par des tentatives qui, par définition, et nous le savons, engendrent des erreurs. Ainsi, la critique de ces erreurs n'a rien à voir avec ces pénitences que l'on accepte pour la rédemption des péchés. C'est une méthode qu'il ne vaut pas la peine de nommer scientifique tant elle est élémentaire. Que dirions-nous d'un scientifique qui se refuserait à tirer des conclusions de ses expériences en laboratoire, sous prétexte qu'elles donnent des armes à ses détracteurs ?

Ce ne serait pas à proprement parler un scientifique mais bien plus un crétin... Alors que dire d'hommes politiques qui se refusent à rectifier des erreurs, sous prétexte que cela donne des armes à l'ennemi. La connotation par-dessus tout morale que le mot critique a acquis tout au long de ces dures années est tout à fait étrange. Tout ce passe comme si la direction politique était une question d'état de grâce. Ou les dirigeants se trouvent dans cet état intéressant ou bien ils vivent dans le péché. Et donc, ceux qui seraient ou pas dans l'illumination, le seraient par le caractère divin du saint esprit des principes. Et de fait, si l'on observe attentivement, on pourra vérifier que la chose a beaucoup plus à voir avec l'onction de l'expression ou le ton visité de la voix, qu'à proprement parler avec les opinions émises. En épectase, on entend fréquemment des énormités, à partir du moment qu'elles proviennent de qui de droit et soient préférées dans le langage adéquat et avec l'expression qui convient. (...)

6- LA PROPAGANDE de la droite vit essentiellement des erreurs de la gauche. Et il faut reconnaître que la propagande de la droite n'a pas manqué de matière première, et qu'il ne lui fut guère nécessaire de faire appel à son imagination. Donc, à chaque fois que la propagande de la droite tire profit des erreurs de la gauche, il se trouvent toujours certains dirigeants pour nous faire de grandes déclarations "*Soyons sur nos gardes, la droite veut nous donner des conseils !*"

Et ils avertissent, préviennent les imprudents contre ceux qui ont des "*positions coïncidant avec celles de la droite*".

Tout au long de ces années, la droite a fait beaucoup de vacarme avec ces procès fabriqués, ces accusations calomnieuses. S'agissait-il de simples conseils de la droite ?

Ceux comprennent qu'il en était ainsi, mettaient l'accent sur les "contradictions" entre les objectifs de la droite et ses "bons conseils". Et donc, conclusion évidente d'un syllogisme irresponsable, il

fallait continuer à fabriquer des procès, à user de la calomnie comme arme politique et comme alternative à la discussion.

Mais c'est bon signe. Si pour défendre leurs positions, ils ne trouvent pour nous cacher les yeux d'autres bandeaux plus convaincants que celui-là, c'est que nous pouvons avoir confiance : nous touchons le fond du puits et nous sommes au bout du tunnel.

7- CE QUI EST EN cours aujourd'hui en Union soviétique, c'est une révolution. Une rupture. Ou la reprise d'un fil interrompu.

C'est une insulte au socialisme que de caractériser comme une erreur, une déviation, une déformation du socialisme, ce qui fut essentiellement une contre-révolution possible après Octobre. Une contre-révolution possible pour ceux à qui les transformations irréversibles structurelles empêchaient d'exploiter leur prochain par la propriété bourgeoise des moyens de production et qui choisirent pour cela, la voie d'une carrière bureaucratique dans l'appareil du socialisme d'Etat. C'est une insulte au marxisme-léninisme de caractériser comme une déformation le stalino-brejnevisme.

Ce sont les positions de la droite.

C'est la droite qui affirme que le socialisme conduit inévitablement à la privation des libertés les plus élémentaires.

C'est la droite qui affirme que le stalino-brejnevisme, c'est le marxisme-léninisme en action, le marxisme-léninisme en pratique.

C'est la droite qui affirme qu'on ne pourra récupérer la liberté dans les pays socialistes qu'au prix de l'abandon du socialisme.

C'est la droite qui affirme que l'abandon du stalino-brejnevisme implique l'abandon du marxisme-léninisme.

En affirmant cela, la droite ne fait que jouer son rôle.

Mais que des gens qui ont passé le plus clair de leur temps à affirmer que le meilleur et le seul des socialismes possibles était celui qu'on nomme pudiquement et sinistrement "socialisme réel", viennent aujourd'hui présenter une révolution comme un "simple changement dans la continuité", tentent de présenter comme un perfectionnement des erreurs ce qui, précisément, est une rupture radicale avec ces erreurs, essayent aujourd'hui de réduire aux dimensions d'une grossière opération de propagande, l'un des plus profonds processus révolutionnaires de ce siècle, tout cela nous démontre à quel point ces gens-là se sentent compromis dans ces erreurs, jusqu'où va la mauvaise conscience et la mauvaise foi de ces gens-là.

Ce ne sont pas ceux qui aujourd'hui s'essayaient à libérer le socialisme du fardéau historique du "socialisme réel" qui sont sur le terrain de la droite.

Ceux qui coïncident avec la droite, sont ceux qui, précisément, s'efforcent que ce poids historique continue à compromettre, à rendre impraticables les chemins qui mènent au socialisme.

Ne font pas chorus avec la droite ceux qui aujourd'hui tentent de chercher de nouveaux chemins. (...)

Certains voudraient dire maintenant qu'ils ne savaient pas, qu'ils ignoraient ce qui se passait à l'Est.

La mémoire des hommes n'est pas aussi courte.

Ils ignoraient donc ce qui était du domaine public ?

Ou bien étaient-ils convaincus qu'il n'y avait d'autre alternative, que le socialisme était à ce prix ?

Ou bien étaient-ils convaincus que la vérité n'était qu'un supplément d'âme pour le prolétariat, et que seuls quelques "grands messieurs", quelques "princes de la politique" étaient en mesure de lui faire face ?

Ou bien choisissaient-ils un camp ?

Parce qu'une chose est certaine : beaucoup de gens moins crédules virent tout cela avec clarté.

Ce qui rend aujourd'hui plus que légitime la question : qui a plus fait pour le socialisme ?

Staline ou Boukharine ?

Béria ou Zinoviev ?

Janov ou Trotsky ?

Vichinsky ou Kamenev ?

Brejnev ou Sakharov ?

Husak ou Dubcek ?

Qui a plus fait pour le socialisme ?

Ceux qui le souillaient ou ceux qui en défendaient la face humaine ? (...)

10- SI LA RUPTURE avec le feu humaniste et libertaire de Marx a signifié dans les pays socialistes l'abandon du socialisme comme "fédération de communes" et l'adoption d'un modèle de socialisme d'Etat - ou de capitalisme d'Etat, peut-être - géré par des fonctionnaires qui se proclament honteusement "avant-garde de la classe ouvrière", dans les pays capitalistes, cette rupture a eu pour conséquence l'abandon d'une ligne de masse, de "l'organisation de la classe ouvrière comme classe dominante" par des bureaucrates d'appareil, candidats au poste de futurs bureaucrates d'Etat, qui conçoivent la lutte et l'organisation des masses, non plus comme le facteur déterminant de la lutte politique mais comme un élément de troc contre des petits jeux de pouvoirs conjoncturels. Et peu importent les variantes, du sous-marketing électoraliste, du crétinisme parlementaire aux révolutions de palais, la forme varie mais le fond est le même.

Ayant leurs épaules chargées du poids du vote non secret d'appui, un à un, à tous les crimes commis au nom du socialisme, ils savent que le peuple ne leur fait pas confiance, qu'il les craint. Rien ne leur reste pour continuer de diriger un grand parti de gauche.

Parce que le rôle historique auquel ils se réduisent est le suivant : ils ne sont pas une alternative mais ils sont en conditions de bloquer des alternatives. Ils paralysent et immobilisent des forces essentielles pour une alternative.

Ils sont l'opposition idéale, la droite

la plus lucide le sait et le dit. Ils entraînent le peuple de défaite en défaite.

Ils refusent de discuter des défaites, sous prétexte qu'il n'y a pas de temps pour cela : les prochaines défaites auxquelles ils nous conduisent seront de grandes victoires, à condition qu'on ne perde pas de temps à discuter du passé.

Ils ne sont pas l'ennemi. Mais ils sont ceux qui sont encore en condition, avec le sectarisme dans lequel ils sont d'authentiques virtuoses, d'empêcher un regroupement de forces suffisamment large, et unitaire nécessaire pour abattre l'ennemi. (...)

11- PARCE QU'ILS ne répondent pas, parce qu'ils se refusent à répondre à cette vieille question : "Que faire ?"

Ils n'ont pas de ligne de masse : que les masses appuient le parti. Ils n'ont pas de ligne pour le parti : que le parti appuie la direction.

Ils n'ont rien à proposer, sinon eux-mêmes.

Bien évidemment, ils ne nous proposent pas de participer à la discussion sur la ligne politique. Ils sont là pour ça. Ils nous servent la messe du "point politique". Ils nous présentent leurs conclusions. Comment y parvinrent-ils ? mystère, secret.

Secret nécessaire pour qu'on ne perçoive pas qu'il y a de nombreuses années qu'ils ne sont plus capables de discuter de problème du type "Doit-on appuyer Pintasilgo ou attendre que Eanes sorte de sa réflexion ?" et autres indigences du genre.

Il y a tant d'années qu'ils sont dans le court terme, dans le jour le jour, dans la conjoncture, dans les petites astuces tactiques.

Pris dans la frénésie des tâches immédiates, ils n'ont plus le temps de regarder au loin.

Incapables de regarder au loin, ils plaident l'urgence des tâches immédiates.

Occupés à atteindre, dans la mesure où le calendrier le permet, un pourcentage électoral qui parfois dépassera les 10%, et qui, si possible, atteindra même les 7 ou 6%, il faut être compréhensif avec eux : ils n'ont réellement pas de temps à perdre.

Le temps perdu, c'est le peuple qui le perd. (...)

Service d'information et de propagande "Transparence"
Bulletin numéro 2

Portugal, 15 février 1988

Retour aux soviets

LE JOURNAL de la coordination des Clubs de Léninegrad, *Merkury*, dans son numéro 6, d'octobre 1987 fait paraître, sous le titre "Revenons à la République des soviets", un article analysant les problèmes de la démocratie tels qu'ils se posent aujourd'hui en Union soviétique et rappelle les modalités des élections aux soviets, après la révolution d'Octobre. Les clubs de Léninegrad ont participé à la rencontre des Clubs indépendants qui s'est tenue en août 1987 (voir *Inprecor* numéro 253 du 16 novembre 1987 et 255 du 15 décembre 1987).

G. Pliousnin, P. Tchalov.

LORS DE RECENTES ELECTIONS des soviets locaux de députés du peuple, dans certaines circonscriptions électorales plusieurs candidats se présentaient. Cette expérience pour tenter de moderniser le système existant et trouver une issue à l'impasse que constituent la satisfaction de façade et l'indifférence de fait des électeurs, est la première du genre depuis plusieurs décennies.

En fait, dans le système tel qu'il existe aujourd'hui, au moment des élections, la mobilisation des masses est inexistante. Les électeurs ne manifestent aucun intérêt pour les "élus", ils ne connaissent pas la biographie des candidats, ne cherchent pas à savoir ce que font les députés élus. La majorité des citoyens perçoit la procédure elle-même d'élection à candidat unique, comme dépourvue de sens, et cela est normal.

Ce n'est pas un hasard, si dans un grand nombre de pays qui sont dans la même situation, il est courant de ne pas organiser d'élections, ce qui économise beaucoup de moyens et de temps. A titre d'exemple, je citerai la dépêche de l'Agence TASS du 22 août 1987 : "Shankar Daial Charma a été, avant même l'échéance électorale proclamé président de l'Inde (les élections avaient été fixées pour le 7 septembre), car il s'était avéré être l'unique candidat à cette fonction".

Vous avouerez que c'est un argument raisonnable ! Mais les arguments de la raison ne sont pas retenus lorsqu'un appareil bureaucratique a besoin d'un semblant de démocratie, pour couvrir les formes administratives de gouvernement. Les médias doivent alors répéter que la participation à ce genre de scrutin est "l'accomplissement du devoir de citoyen". Et les gens se rendent au bureau de vote, parce qu'ainsi l'exige la tradition, parce que tout le monde le fait, parce qu'ils ne voient pas le tort que cette procédure leur cause de façon indirecte. Mais c'est de la

myopie. En effet, par nos voix nous aidons la bureaucratie à propulser dans les soviets des candidats qui ne sont pas gênants, c'est-à-dire ceux qui docilement se taisent, quelles que soient les conséquences désastreuses qu'entraîne l'incompétence de ces fonctionnaires, comme par exemple la pollution de l'environnement, la pénurie chronique de marchandises, ou la faible productivité.

Qui d'entre vous se souvient du nom de famille du candidat à qui il a donné sa voix ? Qu'a-t-il fait d'utile en tant que député ? Qui s'est adressé à lui pour obtenir son aide ? Tout le monde sait que pour régler une affaire il faut aller voir le fonctionnaire du Comité exécutif, et non le député, qui lui-même est un visiteur importun pour ce fonctionnaire.

Ni confrontations ni alternatives

Et le rôle des députés au Soviet suprême ? Deux fois par an, pendant la période des sessions courtes, ils tamponnent pratiquement sans discuter les projets de loi, préparés par la bureaucratie des ministères et des cabinets. Par sa forme le système en vigueur est parlementaire, c'est-à-dire que les électeurs élisent directement leurs députés en fonction de leur lieu de résidence. Mais la différence essentielle avec le parlementarisme bourgeois (si on fait abstraction de l'expérience récente des circonscriptions à plusieurs candidats) tient au fait que ce système n'admet pas de luttes d'opinions, de confrontations, d'alternatives. En imposant en 1936 une nouvelle constitution, la bureaucratie cherchait à obtenir un contrôle total de l'appareil sur la promotion de gens utiles et sur leur élection inconditionnelle à la députation. Et elle y est totalement parvenue.

Aujourd'hui de nombreux citoyens ont choisi comme forme de contestation du système actuel d'élections, le refus de vote. Vaine illusion ! Comme le montre la

pratique du boycott des élections par un nombre croissant d'électeurs, car elle n'apparaît pas dans les pourcentages de votants. Non ! la lutte pour la démocratisation sera victorieuse seulement lorsque de larges couches de la société auront pris conscience de la nécessité d'une réforme radicale du système électoral et du fonctionnement des organismes représentatifs !

Notre mot d'ordre doit être "Revenons à la République des soviets" car la tentative d'introduire des élections à plusieurs candidats, avec la lutte sur les positions et l'efficacité des candidats lors de la campagne électorale, prive l'appareil bureaucratique de son contrôle à 100%, mais, pour le moment, ne change pas fondamentalement la situation des députés dans les soviets.

Reportons-nous à l'expérience du travail des soviets dans les premières années qui ont suivi la Révolution ; ce retour en arrière sera d'autant plus utile qu'il fera découvrir à certains lecteurs que le système actuel des organismes représentatifs n'a pas grand-chose à voir avec la République des soviets instaurée en 1917. Pendant des dizaines d'années on a fait disparaître de la mémoire collective toute information concernant le système des soviets qui fonctionnait jusqu'à l'adoption de "la Constitution stalinienne".

La première Constitution

Aujourd'hui, dans n'importe quel manuel d'instruction civique, figure cette citation de Lénine qui disait que la République des soviets était meilleure et plus démocratique que n'importe quelle République bourgeoise, mais il est absolument impossible de comprendre en quoi consiste cette supériorité.

La première Constitution de l'URSS prévoyait un système d'élection des soviets par paliers. Les élections des députés se faisaient sur le lieu de travail. Ainsi n'avait le droit de vote que celui qui connaissait le candidat dans le cadre de son activité et qui pouvait apprécier ses qualités politiques dans la production ou dans son travail au sein du soviet de base. C'est en cela que la République des soviets se distinguait, à son avantage, des Républiques bourgeoises, où l'on vante les mérites de tel prétendant comme une savonnette ou une pâte dentifrice, et où la photogénie du candidat compte plus que son bagage politique. Seuls les paysans, en raison de la spécificité de leur travail, votaient à l'échelon supérieur, c'est-à-dire dans les Provinces et les Républiques, où était appliqué un principe un peu différent : on convoquait des congrès de soviets qui élaient des organes permanents, les comités exécutifs de provinces et le Comité exécutif central de l'Union.

Dans la République des soviets le député était plutôt un délégué. Si ses activités dans le soviet ne répondaient pas à la position de la majorité des membres du collectif qui l'avait élu, il démissionnait immédiatement. Mais en revanche, dans

les débats et dans les conflits il se sentait fortement soutenu par le collectif.

Le système d'élection par paliers rendait difficile "le parachutage" au sommet de la pyramide, car ceux qui élistaient les délégués les connaissaient bien, personnellement. Mais ce système a fait obstacle à l'admission au sein du Comité exécutif central de gens "utiles", et pour cette raison a mécontenté Staline et son entourage. Qui l'ont donc démantelé.

Il faut dire cependant que le système des soviets présentait certains inconvénients : dès les niveaux inférieurs de la hiérarchie, il permettait à une majorité de partisans de telle ou telle position politique, de priver la minorité de toute représentation au soviet supérieur ou au congrès des soviets. Pour contrôler totalement la composition d'une délégation il suffisait de réunir 51% des suffrages. Pourtant, dans les premières années du pouvoir soviétique, les députés n'ont pas abusé de cette possibilité et tous les partis présents dans les soviets étaient représentés au Comité exécutif central.

Le système yougoslave

Aujourd'hui, la République des soviets ne s'est conservée et n'a connu d'évolution créatrice qu'en Yougoslavie. Dans ce pays, les citoyens élisent des délégués en trois fois : à leur travail, sur leur lieu d'habitation (depuis les micro-rayons - "associations locales") et en tant que membres d'organisations socio-politiques. Les collectifs d'entreprise, les associations locales et les soviets locaux envoient dans les soviets supérieurs, non des délégués isolés, mais des délégations représentatives, comprenant un nombre de membres supérieur au nombre de sièges.

Bien que finalement pour des raisons historiques il n'y ait en Yougoslavie qu'un parti unique, l'Union des communistes, la troisième branche des élections donne en principe la possibilité de confronter les plates-formes de différents partis politiques et organisations de masse lorsqu'on débat des voies du développement de la société socialiste. Le système permet en effet de faire élire des hommes politiques très connus ou bien sociologues, ou des chercheurs en vue, sans passer par le système d'élection par paliers.

C'est tout à fait normal d'avoir un chercheur de renom dans un organe supérieur du pouvoir où il serait utile, sans l'obliger à faire son purgatoire au soviet local.

La présence dans les organes représentatifs de députés issus des producteurs, des consommateurs et des organisations socio-politiques, permet de résoudre le problème de la représentation équilibrée d'intérêts divers.

Ce serait une erreur de croire que l'influence des intérêts de tel ou tel groupe industriel sur la politique intérieure d'un pays est l'apanage des républiques parlementaires bourgeoises. Chez nous il y a longtemps que, sans succès, nous luttons contre ce genre de lobby, qui porte un au-

tre nom, celui d'"intérêts du ministère Un-tel". Une confrontation par délégués interposés, délégués issus de la production et délégués élus en fonction du lieu de résidence, d'intérêts parfois opposés, permet d'aboutir aux solutions les meilleures ou à des compromis acceptables.

Les délégués des soviets yougoslaves sont très actifs. Ils discutent scrupuleusement les projets de loi et contrôlent sévèrement le travail des organes exécutifs. J'en veux pour preuve le fait que les projets sont très souvent repoussés et sont soumis plusieurs fois à des remaniements. Pour notre Soviet suprême, cette situation est dans l'état actuel des choses tout simplement impensable.



Il ne faut pas croire cependant que la Yougoslavie, par ce système de soviets fondé sur les délégations, ait résolu totalement le problème du bureaucratisme, dont les organes du pouvoir seraient débarrassés. Comme l'écrivent les camarades yougoslaves, en raison d'une série de défauts du système, l'influence de la bureaucratie et de la technocratie s'est maintenue, surtout au niveau des Républiques. Cela est dû, en premier lieu, au fait que les collectifs d'autogestion ont obtenu le droit de fixer eux-mêmes les proportions entre l'accumulation et la consommation, entraînant une pénurie d'emplois et un retard dans les investissements, ce que certains responsables d'organes exécutifs n'ont pas manqué d'exploiter dans un but intéressé.

Supposons pourtant qu'au cours de la restructuration du système électoral, nous obtenions enfin des soviets actifs. Comment alors devront s'établir leurs rapports avec les organes exécutifs pour en finir avec le bureaucratisme qui les corrompt ?

A plusieurs reprises, et sous différentes formes, on a proposé d'élargir les compétences des commissions permanentes des soviets jusqu'à leur donner toutes les fonctions d'organes exécutifs. C'est Sverdlov qui a le mieux mis en œuvre cette idée en organisant le travail des sections du Comité exécutif central

(VTsIK). Bien entendu, la transformation du député de sujet, écarté de la gestion effective, en sujet responsable de la gestion est séduisante, et correspond à cette idée de Lénine de la transformation des "soviets en corporation de travail". Mais comment concilier cela avec le désir de ne pas couper trop longtemps le député de son collectif d'origine, comment répondre à la nécessité du professionnalisme des membres de l'exécutif ?

En effet, la composition des députés change après chaque élection et même si la majorité d'entre eux sont des hommes dignes et respectables, capables d'apprécier ce qui est bien ou mal pour le pays, il s'en faut de beaucoup que tous soient en mesure et soient qualifiés pour tenir une comptabilité de gestion ou proposer des stratégies alternatives.

Il faut une autre approche, fondée sur une confrontation entre les positions des commissions permanentes des soviets et des groupes de spécialistes. Les rapports entre les deux doivent être du même ordre que ceux qui s'établissent entre le comité de rédaction d'une revue et les auteurs. Un membre d'un comité de rédaction ne peut écrire tous les articles du numéro qui va sortir, mais seulement lire, juger les articles et choisir les meilleurs parmi ceux qui lui sont proposés.

Une autre approche

Même chose ici. Les commissions permanentes doivent passer commande de travaux et les groupes de spécialistes devenir des collectifs d'entreprises provisoires. Evidemment on n'a pas l'habitude de cela, mais imaginez un instant que la commission permanente à la Santé publique ouvre un concours et conclue des accords inter-entreprises avec des groupes de spécialistes concernant la mise au point de programmes pour développer le réseau d'établissements médicaux.

Les spécialistes pourront eux-mêmes déterminer la composition de leurs groupes et la répartition des tâches. A l'évidence les relations à l'intérieur de ces groupes ne laisseront pas place à la soumission bureaucratique qui prévaut actuellement dans nos ministères ou dans les instituts de recherche scientifique.

Faire exécuter les fonctions d'organes exécutifs par des groupes de spécialistes est une mesure efficace contre le bureaucratisme. C'est l'une des méthodes les plus prometteuses pour briser le monopole du pouvoir de décision, détenu par les cabinets ministériels.

Il nous semble que les partisans conséquents de la démocratisation de notre société doivent aujourd'hui activement répandre, parmi leurs concitoyens, l'idée d'un système de délégation, l'idée d'une République des soviets, dans des versions améliorées, et à cet effet doivent utiliser tous les moyens possibles : que ce soit les interventions publiques, la presse périodique ou l'expression artistique. Cette idée doit investir les masses, et elle deviendra alors une force. ■

Le "nouveau racisme"

LES ETATS-UNIS viennent de connaître, en 1987, une année de multiplication dans les médias, de reportages sur des attaques racistes menées contre des gens de couleur. En même temps, ce fut une année de résistance de masse au racisme, sans précédent dans les dix dernières années. Ces événements ont suscité dans tout le pays des débats entre les individus et les groupes de la gauche nord-américaine, pour savoir si un "nouveau racisme" avait émergé, et si tel était le cas, quelle serait la réponse politique la plus appropriée.

Alan WALD

LN'EST peut-être pas encore possible de répondre complètement à une telle question. De nombreux aspects du problème sont encore mal connus, tel que le niveau des activités racistes et anti-racistes au sein du mouvement syndical à l'heure actuelle, la force numérique et la politique présente d'un certain nombre d'organisations nationales ou locales de gens de couleur. Cependant, il reste possible de dessiner quelques traits du terrain politique de la conjoncture actuelle.

Un héritage de violence

L'année 1987 a été inaugurée par deux protestations qui ont bénéficié d'un intérêt national. Le 21 janvier, 2 000 personnes ont défilé dans Manhattan pour une "Journée de deuil" à la mémoire de Michael Griffiths, motocycliste noir qui, le 2 décembre 1986, a été pourchassé par une bande de racistes blancs jusqu'à ce qu'il se fasse écraser par une voiture, à Howard Beach (New York). Trois jours plus tard, 20 000 personnes se sont mobilisées à travers le pays pour marcher contre la violence du Ku Klux Klan (KKK), jusqu'au Comté de Forsythe, en Géorgie.

A la fin de la même année, une attention considérable a été portée par les grands moyens d'information au procès, devant jury, des lynchurs de Howard Beach, au cours duquel l'accusation a essayé de charger la victime du crime d'être pauvre et d'être noir. Mais comme les militants anti-racistes de New York, et d'ailleurs, sont extrêmement conscients que le système judiciaire n'est là, en dernier ressort, que pour servir l'ordre raciste, ils ont fait autant de pression qu'ils le pouvaient pendant et après le procès pour exiger des poursuites et une sentence sévère. Ces militants craignaient, à juste titre, que la faiblesse de l'accusation ou une condamnation de pure forme n'encouragent des violences similaires contre des gens de couleur.

En décembre 1987, trois des accusés du lynchage de Howard Beach ont été déclarés "non coupable" de meurtre. On les a seulement jugés coupables d'homicide, ce qui signifie qu'ils ne passeront guère plus de 18 mois en prison. Mais la punition sera finalement assez sévère pour Jon Lester, le plus pervers, qui a reçu le maximum, de 10 à 30 années de prison.

Les résultats de ce procès ont été bénéfiques car ils ont communiqué aux gens de couleur l'idée que la mobilisation et la protestation peuvent avoir un effet, spécialement si elles sont massives et combatives. Après tout, quelles que soient les faiblesses des condamnations des lynchurs de Howard Beach, il y a eu une amélioration significative par rapport à l'acquittement, six mois auparavant, de Bernhard Goetz, un vigile armé qui, en 1984 avait essayé de tuer de sang-froid plusieurs jeunes afro-américains dont il disait qu'ils l'avaient harcelé dans le métro de New York.

Le Ku Klux Klan

Il est aussi important de remarquer que les événements de Howard Beach, très largement retransmis dans les médias, ont été immédiatement précédés et suivis d'autres atrocités commises contre des non-Blancs. Par exemple, la veille du meurtre de Howard Beach, dans le même arrondissement, deux Portoricains ont été battus par une bande de Blancs. Trois jours plus tard, selon la Coalition des Asiatiques américains contre la violence raciale, la police new-yorkaise a pénétré dans la maison d'une famille de Chintown, et a frappé les habitants sans aucune raison.

L'année précédente avait également connu une violence sans répit contre les gens de couleur, bien qu'avec moins de retentissement national et une réponse restée plus passive. Beaucoup des incidents de 1986 sont typiques du genre de racisme qui traverse les Etats-Unis.

* En janvier 1986, six Blancs menés

par un membre du Ku Klux Klan ont attaqué avec des battes de base-ball un groupe de Latinos-Américains, à Cedartown en Géorgie, alléguant que l'un d'entre eux était sorti avec une femme blanche.

* En février, des Blancs armés ont essayé de jeter le dirigeant noir du mouvement anti-apartheid de l'université du Texas par la fenêtre d'un dortoir du huitième étage.

* En mai, un cycliste noir, à Brooklyn, a été frappé à mort par une bande de Blancs.

* En juin, un jeune Sino-Américain, a été poignardé à Brooklyn par des Blancs qui criaient, "Ces chinetiques ne sont pas du quartier".

* En juillet, c'est un jeune Noir qui a été tué à Lake County, dans l'Illinois, par un homme qui criait son allégeance au KKK, tout en tirant.

* En septembre, des Blancs de Toledo, Ohio, ont sodomisé un Noir avec un tuyau de plomb et ont tenté de le castrer.

* En décembre, une semaine avant le meurtre de Howard Beach, un officier de police d'Ellenville (New-York) qui n'était pas en service, tua "accidentellement" un Noir en l'étranglant (1).

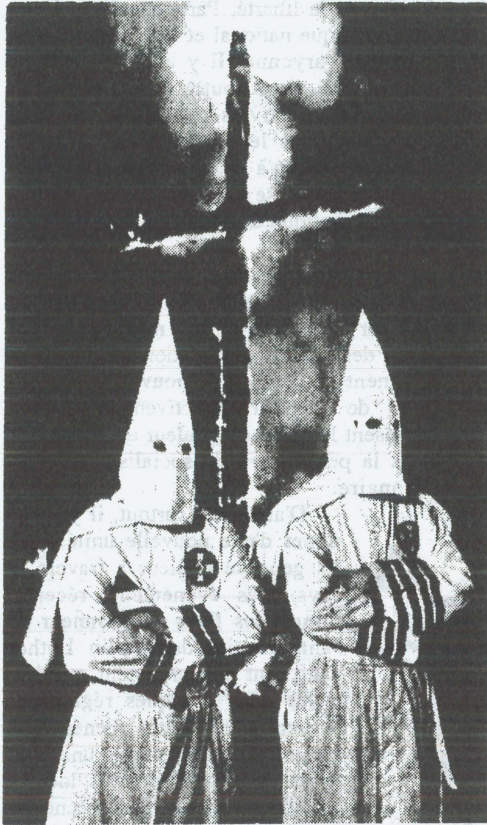
Sur les campus

Ces événements, et d'autres semblables, démontrent que la violence qui se déchaîne contre les gens de couleur est une caractéristique de la société des Etats-Unis, depuis déjà longtemps avant ces incidents, plus spectaculairement dénoncés, de 1986-87. Malheureusement, il n'y a aucun moyen de déterminer s'il y a un accroissement quantitatif en chiffres absolus du nombre des attaques racistes dans les derniers mois, car aucune organisation nationale n'existe qui pourrait rassembler les chiffres et beaucoup d'attaques racistes se produisent dans des zones rurales où elles sont souvent tues.

Alors qu'il est évident qu'en 1987 la publicité faite autour de ces violences a augmenté en même temps que le nombre des mobilisations de protestation anti-raciste, personne ne peut fournir une explication totalement satisfaisante de ce phénomène. Mais l'un des domaines sur lequel l'attention a été attirée de façon dramatique est le racisme à l'encontre des étudiants de couleur. Il y a ici plusieurs facteurs qui convergent pour créer une situation spécifique.

Par exemple, les attaques racistes sur les campus universitaires sont parfois en relation avec une combativité plus grande des étudiants noirs dans le domaine politique, activité inspirée par le renouveau de la lutte de libération en Afrique du Sud. Les organisations anti-apartheid existent en grand nombre sur les campus où elles ont construit des bidonvilles publics comme témoins symboliques des conditions de vie des Noirs sud-africains. Beaucoup de ces bidonvilles ont été détruits

1) Ces événements et d'autres sont décrits dans "The Empire Strikes Back : Racial Violence on the Rise", *Minority Trendsetter* 1, n°1 (avril-mai 1987).



Les assassinats masqués du KKK

par des organisations d'extrême-droite. A l'université Johns Hopkins, près de Baltimore, l'un de ces bidonvilles a même été arrosé d'essence et incendié pendant que quatre étudiants dormaient à l'intérieur.

Mais les incidents racistes qui se sont produits en 1987 dans des endroits comme le Macalaster College au Minnesota, le Wellesley College au Massachusetts, l'université Ann Arbor au Michigan, l'université de Purdue dans l'Indiana, l'université de Columbia à New-York, l'université de Syracuse dans l'Etat de New-York, et à l'université d'Amherst dans le Massachusetts, tendent à suivre le scénario traditionnel des Blancs attaquant des gens de couleur.

Un "nouveau" racisme ?

Tous les traits "classiques" du racisme anti-Noirs sont particulièrement évidents dans l'un des épisodes les plus écœurants : l'attaque dont a été victime Tawana Braley, populaire élève noire de 16 ans du lycée de Wappingers Falls, New-york, qui a été violée et battue. Quand on l'a découverte, elle avait les cheveux tailladés, elle était couverte d'excréments et enveloppée dans un sac plastique, et les mots "nègre" et "KKK" avaient été griffonnés sur son torse (2).

Ici, sous la forme d'un assaut, véritablement inscrit dans le corps même de la victime, on peut trouver traces des origines du racisme moderne dans le colonialisme et la traite des esclaves, traces qui se prolongent jusque dans les années 80. A ce moment là, pour justifier la conquête et l'esclavage, les peuples de couleur fu-

rent relégués dans une catégorie infra-humaine par les Européens blancs qui, émergeant de leur culture médiévale, projetèrent leurs propres obsessions psycho-sexuelles refoulées sur leurs victimes (3). Bien que les formes de domination et d'exploitation des peuples de couleur soient aujourd'hui différentes, il y a une forte continuité avec le passé qui est transmise à travers la culture raciste de la société des Etats-Unis et qui est inculquée à tout adulte et à tout enfant dès la naissance.

Des événements dramatiques

Le racisme contemporain est également visible dans un certain nombre d'autres événements qui ont considérablement attiré l'attention de la gauche nord-américaine. Prenons quelques exemples :

* La continuation de la lutte de plus de 10 000 Dineh (indiens Navajos) peuple vivant dans la zone de Big Mountain en Arizona et que les machinations des compagnies pétrolières voulaient forcer à quitter leur territoire ancestral (4).

* Le maintien en détention préventive des "15 de Hartford" partisans de l'indépendance de Porto Rico, après leur arrestation en 1985 comme "terroristes" (5).

* La controverse autour de la prétendue "amnistie" pour les "sans-papiers" en vertu du décret sur la réforme et le contrôle de l'immigration (6).

* Le fort courant de manifestations d'hostilité et d'attaques dirigées contre les nouveaux immigrants du Cambodge, du Laos et du Vietnam (7).

Dans la gauche certains ont déjà fait référence à la situation actuelle comme à un "nouveau racisme" (8). Le caractère fondamental des attaques racistes ne peut pas être qualifié de nouveau, bien que le contexte dans lequel ces attaques se produisent comporte bien des aspects nouveaux. Le reconnaître pourrait aider à formuler des stratégies pour la défense immédiate des communautés de couleur, aussi bien que pour construire l'unité avec les luttes de la classe ouvrière et les étudiants radicalisés. Parmi les principaux éléments qui créent pression et angoisse accrues pour les gens de couleur, il faut compter le déclin de l'économie américaine, la persistance de la ségrégation de fait ("l'apartheid à l'américaine"), la crise de direction

chez les gens de couleur, l'épidémie de SIDA, et la renaissance de l'idéologie de la suprématie blanche.

La crise économique aux Etats-Unis continue à détériorer le niveau de vie de la classe ouvrière en général et des travailleurs de couleur en particulier. La possibilité d'un effondrement économique total a été dramatiquement actualisée par le krach boursier sensationnel d'octobre dernier, bien que la majorité de la gauche ne s'attende pas à une répétition mécanique de la crise de 1929 (9).

Néanmoins, la réalité quotidienne des gens de couleur, surtout les Noirs, les Latins et les Indiens est telle qu'ils continuent à souffrir massivement d'une paupérisation terrible, alors que les profits et les bénéfices des exploiters continuent à s'envoler (10).

En fait, bien que les sociologues américains aient traditionnellement esquivé le terme de "classe" comme catégorie pertinente pour les Etats-Unis, on parle aujourd'hui couramment de l'existence d'une "sous-classe" de citoyens. Ce groupe, dont le chômage et un environnement de violence, de désespoir et de drogue sont les normes, a quadruplé pendant les années 70. A l'heure actuelle, 28% des familles noires ont des revenus inférieurs au seuil de pauvreté (11).

Le déclin économique

La ségrégation sociale et économique est toujours la réalité, au Nord, comme au Sud. La plupart des Américains noirs vivent dans des quartiers qui sont entièrement, ou en grosse majorité, habités par des Noirs. Ils envoient leurs enfants à des écoles à majorité de gens de couleur, et ont peu de contacts suivis avec le monde blanc.

Ce monde séparé est à la fois économiquement et culturellement défini. Depuis 1980, le taux de chômage a officiellement été de 7% pour l'ensemble des gens, mais de 17% pour les hommes noirs. Les Indiens d'Amérique ont le plus fort taux de chômage de tous les groupes ethniques. 16 Etats ont un taux de chômage supérieur à 40% chez les Indiens, l'éventail national va de 18 à 69%. Les grands centres d'habitat des Chicanos ont également été lourdement frappés par les fermetures d'usines et les licenciements massifs (12).

Une publicité sensationnelle a été faite sur l'exclusion des athlètes noirs des postes d'encadrement dans le sport. Un seul Noir a une position dirigeante dans l'ensemble du baseball. Dans la Ligue na-

2) Jeff Jones, "Upstate New York March", *Guardian*, 27 janvier 1988.

3) Voir Winthrop D. Jordan, *White Over Black : American Attitudes Toward the Negro, 1550-1812* (1969).

4) Voir Louise A. Sinesio, "Time Running Out for Navajo People", *New Democrat*, 16 juin 1986.

5) Voir Juan Segarra et al, "Hartford Case", *Guardian*, 12 août 1987.

6) Voir Michael Novick, "Amnesty Program a Fiasco", *ibid*, 26 août 1987.

7) Voir "Ethnic Hostilities in Lowell", *New York Times*, 25 octobre 1987.

8) Voir *Radical America* 20, numéro 5 (1986), numéro spécial sur "Race and Community Control, Media, Politics".

9) Voir l'article sur l'économie mondiale par Ernest Mandel, dans *Inprecor* numéro 253 du 16 novembre 1987.

10) Voir l'article de Charles-André Udry paru dans *Inprecor* numéro 263 du 11 avril 1988.

11) Andrew Hacker, "American Apartheid", *New York Review of Books*, 23 décembre 1987.

12) John Allen, "Hunger in America" *People's Daily World*, 13 décembre 1987. 13) Herb Boyd, "Stiff Arm of Racism", *Guardian*, 26 août 1987.

tionale de football, 55% des joueurs sont des Noirs, mais il n'y a jamais eu d'entraîneur noir (13).

La communauté afro-américaine en particulier est passée par une période de près de vingt ans au cours de laquelle des Noirs ont été élus à des postes officiels, avec en particulier le phénomène des maires noirs de grandes villes, sans qu'il y ait de véritables progrès en ce qui concerne les masses, même si la petite couche moyenne noire a renforcé ses positions économiques (14). Dans des villes comme Détroit, la nouvelle situation a été comparée à un "néo-colonialisme".

Alors que le Parti démocrate perd de sa crédibilité comme instrument de réforme sociale, aucune alternative n'est encore apparue (15). La tentative de Jesse Jackson, la deuxième, pour obtenir la nomination à la candidature présidentielle a jusqu'à présent entraîné un recul de sa part par rapport à ses positions plus radicales de 1982 (16). A Philadelphie, les électeurs noirs ont été obligés par les démocrates de réélire le maire Goode, qui le 13 mai 1985, avait fait exploser une bombe meurtrière dans un quartier noir, comme seule alternative à un candidat raciste blanc. A Détroit, ville à majorité noire avec un maire et une administration noirs, les ménages recevant une aide publique étaient 22% en 1970, et 28% aujourd'hui. En 1985 il y a eu 635 assassinats à Détroit, sept fois plus que la moyenne nationale. 173 enfants âgés de moins de 7 ans ont été tués au premier semestre 1987. Des milliers de gens sont descendus dans la rue sous la direction d'une organisation appelée "Sauver nos fils et nos filles" (17). Malheureusement l'extrême-gauche doit encore développer un programme valable pour répondre aux problèmes immédiats de ce type.

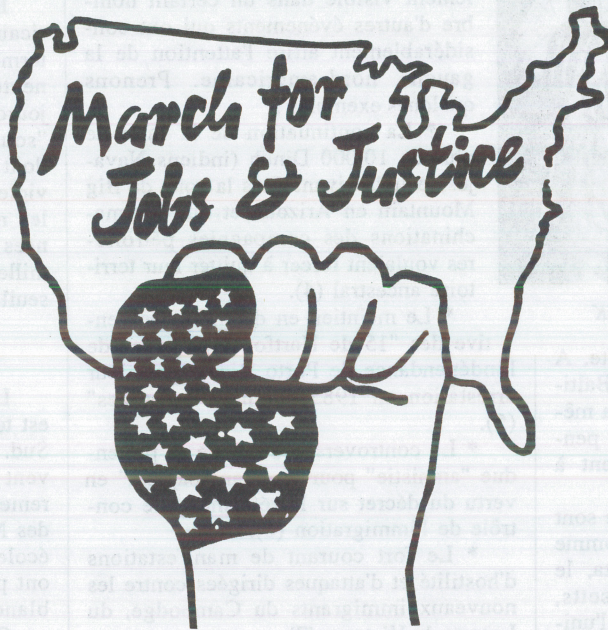
Une Nouvelle droite noire

Parmi divers éléments, l'émergence d'une Nouvelle droite noire est une des caractéristiques de la "crise de direction". En font partie certains intellectuels noirs qui soutiennent Reagan, comme Thomas Sowell de l'Institut Hoover et Glen Loury de l'Université gouvernementale Kennedy d'Harvard (18). D'autres comme Ralph Abernathy, Dick Gregory, Hosea Williams, et le maire Charles Evers (frère du martyr Medgar Evers) soutiennent ouvertement la guérilla réactionnaire de Jonas Savimbi, l'UNITA, en Angola (19). Un autre aspect de la crise de direction est la croissance de la social-démocratie noire, dont témoigne la popularité de livres écrits par William Julius Wilson comme *Le déclin de la signification des races* (1978) et *Ceux qui sont vraiment désavantagés* (1987). Ces écrits minent les arguments en faveur des mesures compensant les discriminations (*affirmative actions*) et propose des solutions "classe mo-

yen" irréalistes (et indésirables), au désespoir économique.

Le souci croissant à propos du SIDA a attiré encore davantage l'attention sur les piètres conditions de santé des Noirs et des Latinos, qui sont parmi les secteurs les plus fortement touchés à cause du taux élevé d'utilisation de drogue par voie intraveineuse. Alors que les Noirs et les Latinos constituent environ 18% de la population des Etats-Unis, ils constituent 39% de toutes les victimes du SIDA (20). En général, les minorités raciales connaissent, par an, 60 000 décès supplémentaires dus à des soins insuffisants.

Des groupes bien armés de racistes d'extrême-droite sévissent à travers les Etats-Unis. Malheureusement, ils connaissent une influence croissante parmi



ceux qui sont touchés par la crise économique, comme les agriculteurs, les citadins chômeurs et les jeunes. L'extrême-droite reçoit également le renfort de la montée du fondamentalisme religieux aux Etats-Unis. Malgré un déclin du nombre de ses membres, le KKK fait des apparitions publiques hebdomadaires, et a une force particulière dans les Etats de Géorgie et de Caroline du Nord.

Selon un rapport de Klanwatch, organisation qui contrôle les tenants de la suprématie des Blancs, les racistes se débarrassent de leurs robes pour adopter d'autres stratégies. Ils se parent aujourd'hui de noms tels que *Posse Comitatus* (chasseurs d'esclaves) Nations aryennes, Mouvement d'identité chrétienne,

Lobby de la liberté, Parti populiste, Front démocratique national et Mouvement de la jeunesse aryenne. Il y a des bandes de jeunes nazis dans toutes les villes principales. Des Festivals pour la survie sont organisés dans le *middle-west* au cours desquels jusqu'à 1 500 "Patriotes chrétiens" peuvent se rassembler pour s'exercer à la pratique des armes et étudier le racisme (21).

Tous ces facteurs rendent la vie plus difficile que jamais pour les peuples de couleur aux Etats-Unis, mais il existe aussi des facteurs internationaux qui interviennent pour créer de nouvelles possibilités de riposter effectivement et qui poussent les gens de couleur et leurs alliés vers la perspective du socialisme révolutionnaire.

D'abord, et surtout, il y a des signes d'une nouvelle unité entre les gens de couleur à travers le pays. Des événements récents, comme les fêtes en l'honneur de l'anniversaire de Martin Luther King, ont été largement multiraciales dans quelques régions et beaucoup des luttes menées par les nouvelles directions universitaires et les collectivités locales ont spécialement mis l'accent sur l'oppression commune et les objectifs communs de tous ceux qui sont visés par le racisme.

Renouveau de la résistance

A l'échelle internationale, les mouvements révolutionnaires parmi les gens de couleur ont connu une montée significative. Pendant des semaines des millions de nord-Américains ont vu aux actualités des manifestations

massives de Noirs en Afrique du Sud, le soulèvement des peuples des Philippines et de Corée, ils ont été témoins de la résistance nicaraguayenne et des manœuvres de l'administration Reagan. Ils ont pu observer les Palestiniens de la rive occidentale se mobilisant héroïquement contre les colons sionistes.

Malgré le recul général du mouvement ouvrier, des grèves importantes ont eu lieu comme celle des travailleuses chicanas de Watsonville, en Californie, ainsi que des actions anti-apartheid dans le mouvement syndical (22).

Des développements intéressants se sont également produits dans la vie culturelle des Etats-unis influençant l'état actuel des luttes politiques. A la suite du dé-

13) Herb Boyd, "Stiff Arm of Racism", *Guardian*, 26 août 1987.

14) Voir Steve Zeluck, "Black Mayors", *Against the Current* 2, numéro 4 (hiver 1984, ancienne série).

15) Voir Mfanya D. Tryman, "Blacks and the Democratic Party", *Black Scholar* 17, numéro 6 (décembre 1986).

16) Pour une excellente critique de la campagne de Jesse Jackson, voir Joana Misnik, "Nuages sur Arc-en-ciel", *Inprecor*, numéro 263 du 11 avril 1988.

17) Voir Salim Muwakkil "Young Tries to Restore Order", *In These Times*, 16-22 septembre 1987.

18) Voir Salim Muwakkil "New Issues Reviving Dormant Arguments", *ibid.*, 13-19 novembre 1985.

19) A. C. Ola, "Black Leaders sew Confusion", *Guardian*, 25 novembre 1987.

20) Salim Muwakkil, "AIDS Hits Hardest at Blacks and Latinos" *In These Times*, 19 août-1er septembre 1987.

21) Voir Lyonora Williams, "Klansmen Without Robes", *Guardian*, 25 novembre 1987.

22) Voir Frank Bardacke "How Watsonville Canning Strikers Won", *Against the Current* 2, numéro 3 (mai-juin 1987).

clin des mouvements nationalistes des Noirs et des Chicanos qui ont culminé à la fin des années 60, beaucoup de groupes d'extrême-gauche ont révisé leur point de vue et pris de nouvelles positions selon lesquelles les gens de couleur ne sont pas des nationalités opprimées, avec une dynamique indépendante, mais sont seulement des travailleurs surexploités (23).

Les mouvements culturels

Cependant, des mouvements culturels semi-autonomes des peuples de couleur ont progressé de façon résolue au cours des deux dernières années, avec des résultats substantiels. Toni Morrison et Alice Walker font aujourd'hui partie des principaux romanciers des Etats-Unis. Ces deux féministes noires font la promotion de la culture afro-américaine comme source permettant d'alimenter la fierté et l'indépendance, élevant de façon importante le niveau culturel du pays, cela va au-delà des banalités du prix Nobel, Saul Bellow, sans compter les producteurs de best-sellers comme Harold Robbins. Le public s'intéresse aussi de plus en plus au cinéma et au théâtre des Latinos-Américains. Bien que les phénomènes culturels de masse soient complexes et contradictoires, avec des effets divers dépendants du contexte, il n'y a pas de doute que l'information et l'intérêt pour l'histoire et la culture des peuples de couleur sont plus importants que jamais.

Les luttes des gens de couleur, liées aux problèmes culturels, les plus impressionnantes de l'an passé, sont celles des campus, dans tout le pays. Les militants étudiants et leurs alliés dans les facultés ont agi avec une force remarquable et de façon unitaire pour leurs revendications et qu'il soit mis fin à la domination euro-américaine sur la vie culturelle à l'université. Ils réclament des cours sur les "cultures non-occidentales", et la création ou le renforcement de programmes d'études afro-américaines, indiennes, asio-américaines et latino-américaines. Ces revendications nationales étaient souvent liées à des problèmes internationaux, surtout en ce qui concerne le soutien des Etats-Unis aux régimes réactionnaires d'Afrique du Sud et d'Amérique centrale.

Même au sein de la tour d'ivoire des disciplines académiques, l'impact de cette affirmation croissante de la "différence" culturelle et de l'autonomie, de la part des peuples de couleur est un problème majeur de contestation. Dans les sciences sociales et les humanités classiques, il y a aujourd'hui une rage au vitriol et des débats hautement politiques sur la question de la méthodologie appropriée pour les études et les recherches. Libéraux et conservateurs sont unis du côté de l'école de "l'ethnicité", qui amalgame les peuples de couleur et les ethnies blanches en une seule catégorie sur la base de l'argument que tous les citoyens des Etats-Unis sont, en un certain sens, descendants de "minorités". A gauche on trouve les partisans d'une analyse en termes de classes, gen-

res, et races que le marxisme représente de façon éminente. Non seulement l'histoire et la culture mais aussi la psychologie et les sciences physiques sont aujourd'hui soumises à une critique sévère pour avoir théorisé et présenté des "faits" et des "normes" qui se sont en fait que des propositions idéologiques destinées à faciliter la domination des perspectives patriarcales européennes.

Quelles sont les implications de ces nouvelles données pour la gauche révolutionnaire aux Etats-Unis ? D'abord et avant tout, il s'agit d'un soutien actif de la part de tous les socialistes, de leur participation à ces fronts de lutte et de leur extension dans les endroits où ils travaillent et vivent. Aucune critique, aucune suggestion, aussi ouvertes ou fraternelles qu'elles soient dans leur ton, ne seront prises au sérieux, et ne doivent l'être, si elle ne sont pas émises du point de vue d'un engagement militant.

Le rôle de la gauche socialiste

En second lieu, la complexité de ces nouveaux développements montre la nécessité d'un programme intensif d'auto-éducation de la part de la gauche, concernant l'histoire, l'évolution, les besoins et les revendications des peuples de couleur aux Etats-Unis. Depuis l'invasion européenne du continent américain, il y a plus de 400 ans, une campagne massive de désinformation a été menée par les moyens de communication de masse, les institutions éducatives, et l'industrie culturelle pour mése renseigner les gens sur les différences culturelles, pour propager les théories biologiques sur l'infériorité raciale, pour semer la division entre les travailleurs, et pour instiller l'illusion d'une assimilation possible à l'ordre raciste chez les peuples de couleur.

Il en résulte que non seulement les Euro-Américains, mais les gens de couleur eux-mêmes doivent être partie prenante d'une vision historique nouvelle et actualisée, liée au combat politique. L'unité de tous les peuples de couleur, en alliance avec le mouvement syndical et les étudiants radicalisés, est certes souhaitable mais elle ne pourra être réelle si elle aboutit à ce que les groupes les moins nombreux et les plus faibles soient subordonnés et dominés.

L'unité entre les peuples de couleur, comme entre eux et leurs alliés de classe, doit être basée sur la reconnaissance aussi bien de leurs différences que de leurs intérêts communs. Plus significatif, il n'est désormais plus correct, si cela l'a jamais été, de considérer le mouvement anti-raciste comme avant tout une question "noire", même si les Noirs ont historique-



ment joué un rôle majeur dans la gauche et ont été massivement prolétarisés.

Les Indiens d'Amérique, par exemple, ont joué un rôle spécial dans l'histoire de la nation et sont aujourd'hui liés à la révolte des peuples indigènes à l'échelle d'un hémisphère (24).

"Américains d'origine asiatique" est un terme qui se réfère à un groupe nombreux qui a des relations très diversifiées avec la société dominante : Nippo-Américains, Sino-Américains, Philippino-Américains, Vietnamo-Américains, Coréo-Américains, et d'autres.

La communauté latino-américaine est divisée en Chicanos, Portoricains (originaires de l'île ou du Continent), Cubano-Américains, réfugiés récents du Salvador, du Guatemala, du Mexique et d'autres pays.

Il y a aussi divers Arabo-Américains, des Haïtiens, des gens venus de l'Inde, et d'autres immigrants de fraîche date.

Des journées-débats (*teach-ins*) sur le racisme et la diversité culturelle sont actuellement organisées surtout sur les campus, mais elles peuvent aussi avoir lieu dans les collectivités locales, les quartiers, et les syndicats.

Des dates particulières devraient être désignées par les militants anti-racistes pour l'organisation d'actions spécifiques. Par exemple, le 12 octobre est aujourd'hui célébré comme le "Columbus Day", fête nationale honorant la "découverte de l'Amérique". Les militants anti-racistes devraient transformer cette journée en une journée d'infamie, marquant le début du commerce des esclaves à travers l'Atlantique et de la guerre de génocide contre les habitants du continent américain. L'anniversaire du leader de la lutte pour les droits démocratiques, Martin Luther King, est dans beaucoup de régions du pays encore une fête "taboue", les socialistes devraient

23) Voir, par exemple, "Toward a Communist Analysis of Black Oppression", *Line of March* 2, numéro 1 (juillet-août 1981).

24) Voir Bernard Nietschmann, "The Third World War", *Cultural Survival Quarterly* 11, numéro 3 (1987).

rejoindre la campagne pour imposer la fermeture des entreprises et des institutions étatiques, et organiser des actions alternatives ce jour-là, pour rendre hommage à M.L. King et protester contre le racisme.

La nécessaire unité

Quelles que soient les difficultés et les caractéristiques spécifiques du moment, les occasions d'une participation effective des socialistes, militants ayant une analyse politique du racisme et une vision du chemin nécessaire pour parvenir à sa suppression, sont nombreuses. Dans la formulation d'une stratégie et d'une tactique pour les nouveaux mouvements anti-racistes, il existe une continuité avec les efforts passés des socialistes, surtout dans les années 60 et 70. Les revendications soulevées par l'extrême-gauche dans cette période précoce : action politique indépendante ; utilisation des profits pour construire des équipements éducatifs, de santé, et autres ; défense des droits des prisonniers de couleur ; respect des traités conclus avec les Indiens ; démocratisation et transformation culturelle du système scolaire ; pour l'élimination des pratiques racistes au niveau de l'emploi, des tribunaux, etc., ont été remises à l'ordre du jour par les événements récents. Ce qu'il faut ce n'est pas un bouleversement total ni le départ d'un nouveau travail théorique et programmatique, mais un développement et un renouveau de la pratique.

Enfin, les socialistes révolutionnaires ont une attitude spécifique qui les amène à rejoindre les luttes des peuples de couleur et le mouvement de la classe ouvrière, indépendamment de leur propre passé individuel. Les socialistes sont en guerre avec la culture et les institutions d'une société de classe, et ne viennent pas au combat anti-raciste comme des bienfaiteurs, ou des assistantes sociales, ni pour se guérir de leur sentiment de culpabilité. Ils viennent à la lutte parce qu'ils croient véritablement qu'il est de leur propre intérêt de déraciner le racisme et tout ce qui l'engendre dans leur société et les autres. Ils ne sont pas motivés par une pitié condescendante, comme de nombreux libéraux, ils se sentent ne faire qu'un avec les peuples de couleur qui lancent la lutte aujourd'hui et l'ont déjà fait dans le passé, et ils sont fiers d'avoir le privilège de se joindre aux combattants de première ligne pour la transformation du monde. ■

Mars 1988

ETATS-UNIS

Malcolm X

LES VINGT-TROIS ANNEES qui se sont écoulées depuis l'assassinat de Malcolm X montrent à quel point son absence a affecté à la fois la lutte des Noirs et le mouvement révolutionnaire des Etats-Unis.

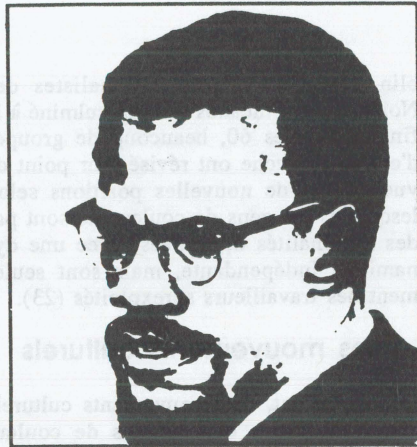
Quand ce militant a été assassiné le 21 février 1965, la révolte noire durait depuis environ douze ans mais sa crise de direction était profonde.

Evelyn SELL

NE AU NEBRASKA à la fin des années 20, Malcolm X avait fait l'expérience de l'oppression dans une société raciste. A la fin de son adolescence il était devenu un petit truand d'Harlem. Après plusieurs séjours en prison, il atterrit dans une prison de haute-sécurité du Massachusetts. C'est là qu'il a commencé à se différencier et à devenir un produit non-typique des conditions sociales racistes. Il se mit à lire, des milliers de livres "parce que je voulais savoir ce qui fait que les gens sont comme ils sont". Il ne trouva pas de réponse à la bibliothèque de la prison. Son frère, membre de la Nation de l'Islam (NOI, ou *Black Muslims*) à Détroit, lui rendit visite en prison et commença la conversion de Malcolm au mouvement des musulmans noirs.

Il adhéra à ce mouvement et devint le second du fondateur du mouvement, Elijah Muhammad. Ses apparitions à la radio et à la télévision, les interviews et les articles, les discours dans les meetings publics le firent connaître d'un nombre grandissant d'Américains.

L'influence de Malcolm X ne se limitait pas aux frontières nationales. Ses relations avec des délégués africains aux Nations-Unies et le voyage qu'il effectua en Afrique en 1959, le firent largement connaître à l'étranger. Il devint célèbre comme le "Saint Paul du mouvement des musulmans noirs". Mais ce n'est cependant pas son message religieux qui attira l'attention et le respect des Noirs à travers les Etats-Unis. Ce qui les touchait c'était ses attaques contre le racisme, son insistance sur la nécessité pour les Noirs d'avoir confiance en eux-mêmes, ses critiques des compromissions des dirigeants noirs et sa dénonciation des



politiciens démocrates et républicains qui recherchent les votes des Noirs mais ne remplissent jamais les promesses de leur campagne.

Mais alors que les Noirs se mobilisaient dans des actions de masse pour lutter contre la ségrégation et pour l'égalité, la NOI maintenait des buts et une stratégie différents : la séparation des races et la création d'une nation noire indépendante, soit sur le sol américain, soit sur le sol africain ; l'établissement d'entreprises, d'écoles, etc. noires séparées, faisant allégeance aux autorités civiles des Etats-Unis (à l'exception de leur refus de servir dans les forces armées parce que cela violerait leur enseignement religieux).

Organisation de l'unité afro-américaine

En mars 1964, Malcolm annonça son départ de la NOI. Il pensait, lui, que les Noirs devaient rester et combattre aux Etats-Unis pour leurs droits pleins et entiers.

Le 28 juin 1964, Malcolm lança l'Organisation de l'unité afro-américaine (OAAU), dont le modèle était l'Organisation de l'unité africaine (OUA), qui avait été fondée en 1963 pour unifier tous les Africains dans la lutte contre le colonialisme.

En mai 1964, lors d'un symposium, il avait déclaré ".... tous les pays qui émergent aujourd'hui des chaînes du colonialisme se tournent vers le socialisme. Je ne pense pas que ce soit par accident. La plupart des pays qui ont été des puissances coloniales sont des pays capitalistes et le dernier rempart du capitalisme aujourd'hui c'est l'Amérique et il est impossible pour un Blanc de croire au capitalisme sans croire au racisme. On ne peut avoir de capitalisme sans racisme."

Nous ne disons pas qu'au moment de sa mort Malcolm était un socialiste ou un marxiste, mais il était engagé dans un processus d'approfondissement de sa compréhension à long terme des réalités et des possibilités sociales.

Ses qualités organisationnelles et idéologiques, en faisant le meilleur forgeron de la nécessaire unité entre le mouvement ouvrier et les luttes des nationalités opprimées. ■

Février 1988.



Qui sont les "Moon" ?

L'EGLISE DE L'UNIFICATION, terme abrégé pour l'Association du Saint-Esprit pour l'Unification mondiale de la chrétienté, plus connue sous le nom de secte Moon, a été fondée à Séoul, Corée du Sud, le 1er mai 1954. La revue japonaise de solidarité anti-impérialiste, AMPO, publie dans son numéro 3 de 1987 (vol.19), un dossier sur les "Moons" au Japon, et... ailleurs. Nous en reprenons deux articles. Le premier, sous la plume d'un bouddhiste, spécialiste des questions religieuses, traite de l'histoire et de la nature de cette secte. Le second en révèle les combines financières.

Takahashi Yoshio

C'EST AUX ALENTOURS DE 1958 que le fondateur de l'Eglise de l'unification, Moon Sun Myung, a envoyé Che Sang Ik au Japon (où il est connu sous son nom de Nishikawa Masaru) pour commencer à organiser la branche japonaise de cette église. On dit que Che est entré illégalement au Japon.

Le chef actuel de la branche japonaise de l'Eglise de l'unification, Kuboki Osami, semble avoir pris contact avec la secte lorsqu'il a visité la Corée du Sud et c'est en revenant au Japon qu'il en devint membre.

Le nom de l'Eglise de l'Unification apparaît souvent dans les médias japonais à cause d'une série de scandales. Cependant, arriver à discerner la nature de cette secte d'après ce genre de publicité est une autre histoire. Des réponses aux questions même les plus fondamentales sur le type de religion que représente leur prétendue christianité, ou les objectifs de l'Eglise, sont difficiles à trouver. Essayons de nous en faire une certaine idée.

Une façade religieuse

Considérer l'Eglise de l'unification comme une quelconque organisation religieuse et trouver là un sens à son style organisationnel et à ses activités ne ferait qu'engendrer la confusion. Certes cette église a une façade religieuse et ses membres ont un certain nombre de dogmes religieux dans la tête. Mais à en juger d'après ses activités, il est clair que leurs buts ne sont pas en premier lieu de nature religieuse, car l'organisation semble ne s'intéresser ni à la propagation de ses croyances spirituelles, ni à la purification ou à l'amélioration de la mentalité de ses adhérents. Elle ne cherche pas non plus, comme c'est courant dans les organisations religieuses, le salut intérieur de

l'homme ou celui de sa vie quotidienne. Donc si nous la considérons d'un point de vue religieux nous serons amenés à de fausses conclusions. Quatre questions peuvent donner un aperçu plus profond de la nature de la mission qu'elle s'est fixée.

Sa méthode d'endoctrinement

L'expansion numérique a toujours été considérée comme vitale par la plupart des sectes religieuses. Cette tendance est particulièrement forte dans les sectes établies récemment. Le gonflement des effectifs est utilisé pour établir l'universalité et la justesse des credos. Certaines sectes bouddhistes japonaises, ont, par exemple, modifié leurs credos d'origine pour se rendre plus acceptables aux yeux de la société. L'Eglise de l'unification, également de fondation récente, est donc unique sous ce rapport. Elle sépare ses membres de la vie publique générale en les isolant dans des dortoirs. Ils sont virtuellement confinés à leur vie communautaire. Des techniques puissantes d'hypnose et des manipulations d'illusionniste sont utilisées pendant les sessions d'endoctrinement qui mènent souvent à la destruction de la personnalité des assistants, semblable en cela à l'effet de l'entraînement militaire. L'état d'esprit nécessaire au lavage de cerveau est plus facilement maintenu dans l'isolement. Le sens commun de la vie civile, qui pourrait venir contredire la doctrine de l'Eglise, n'a pas droit de cité dans les communes. Mais, de cette façon, l'Eglise s'empêche de pouvoir s'étendre par l'intégration de parents et d'amis de ses membres. Elle a donc échoué à se rendre populaire et à se renforcer numériquement.

Elle n'a réussi qu'à garder ses membres isolés en abolissant leurs capacités de penser ou de juger par eux-mêmes. Les membres deviennent des adhérents décerclés obéissant à ceux qui les dirigent et à

la parole de Moon Sun Myung. Les sessions de lavage de cerveau utilisent des méthodes variées issues de la psychologie. Le régime des participants est contrôlé et le temps de sommeil réduit. D'après mon expérience d'assistance et de conseils à ceux qui ont été exclus de l'Eglise, j'ai appris que ces sessions sont épuisantes et même torturantes et que beaucoup en sorte mutilés mentalement, voire physiquement. D'autres groupes religieux exigent aussi un entraînement ardu qui entraîne la maladie et l'anxiété causées par l'ascétisme poussé à un tel point. Mais ce qui distingue l'Eglise de l'unification parmi ces groupes, c'est qu'elle exclut ceux qui ont été amoindris par le lavage de cerveau. L'Eglise n'a besoin que de ceux qui sont forts et capables d'un dur labeur. L'esprit de ses membres doit être dépourvu de toute volonté et cependant capable d'assurer une apparence de normalité. Tous ceux qui sont malades mentalement ou physiquement sont inutiles pour l'Eglise et donc expulsés. Cette attitude suffit à elle seule à démontrer sa complète indifférence au salut des gens. D'autres groupes religieux offrent une assistance en recueillant et en soignant des patients dans leurs hôpitaux. Un moyen rapide et sûr d'évaluer la nature d'un groupe religieux peut être l'analyse des directives données à ses membres, aussi bien que celle de leur conduite réelle. Le credo, à lui seul, peut donner lieu à diverses interprétations, et peut induire en erreur. Il est donc important de souligner que l'Eglise de l'unification éduque ses membres dans la brutalité afin d'en faire des robots, sans cervelle et obéissants.

Activités anti-communistes

Ces sectateurs ainsi endoctrinés sont alors utilisés pour divers objectifs. Moon Sun Myung semble avoir créé son organisation en premier lieu pour combattre le communisme. Son église est en effet, très anti-communiste, mais cela ne l'empêche pas d'être surtout extrêmement rentable. L'Eglise de l'unification dirige des affaires à multiples facettes, rackettant des sommes d'argent colossales qui sont ensuite envoyées aux Etats-Unis et dans d'autres pays pour promouvoir des mouvements anti-communistes et diverses activités économiques. En Corée du Sud, l'Eglise dirige une entreprise d'armement et possède des ateliers produisant des marchandises qui seront vendues au Japon et ailleurs. L'Eglise gère aussi de nombreuses autres entreprises en Corée du Sud, au Japon, et aux Etats-Unis. Faire de l'argent, n'est cependant pas non plus, son but principal, mais seulement la source de ses fonds pour mener la lutte anti-communiste.

La secte publie un certain nombre de journaux extrêmement coûteux tels que le *Quotidien du monde* (Sekai Nippo) au Japon et le *Washington Times* aux Etats-Unis, pour sa propagande et ses buts stratégiques. Elle organise aussi d'innombrables groupes comme l'Académie des professeurs pour la paix, afin de construire un

réseau de scientifiques, de littéraires et de journalistes. Cette tâche est aussi accomplie pour propager l'anti-communisme et non pas pour le profit ou le prosélytisme religieux. Jusqu'à présent le succès de ce réseau a été limité, mais l'Eglise étend graduellement son influence dans diverses couches sociales. Cette influence, si elle se mobilisait effectivement, pourrait devenir tout à fait perceptible.

Liens avec les services de renseignements

Il faut remarquer que l'Eglise a été liée à la KCIA (CIA sud-coréenne) depuis ses premiers jours. Dès la chute du régime dictatorial de Park Chung-Hee (en 1979) il semble y avoir eu une certaine discorde entre l'Eglise de l'unification, et le pouvoir coréen, la KCIA, dans une certaine mesure. Peu après la chute du dictateur, Moon a commencé à résider aux Etats-Unis pendant de longues périodes. On peut toujours imaginer, en considérant la nature sordide de la KCIA, qu'elle continue à se servir de Moon de toutes les façons possibles.

Il est bien connu au Japon que Kodama Yoshio, extrémiste de droite a activement agi derrière la scène dans les pourparlers entre les politiciens japonais et sud-coréens. L'Eglise de l'unification et la KCIA sont probablement compromises aussi dans ces affaires. Cette secte a des liens puissants avec les extrémistes de droite japonais, aussi bien qu'avec quelques politiciens du Parti démocratique libéral (LDP) du Japon. Nous sommes certains que l'Eglise a servi de pipeline pour le flux des fonds japonais non-officiels qui a alimenté des politiciens sud-coréens. De tels liens avec la secte impopulaire des Moon ne sont pas rendus publics, pour des raisons évidentes. L'ancien Premier ministre, Fukuda, par exemple, était très réticent à divulguer ses connexions avec la secte quand il a été interrogé au Parlement. D'un autre côté, l'Eglise est très soucieuse de se vanter de ses relations avec des politiciens dirigeants du LDP.

L'autre point d'infiltration dans la société japonaise est à travers les forces armées japonaises (Forces d'auto-défense). Les journaux de l'Eglise sont pleins de

saletés anti-communistes et on peut très bien les ignorer. Mais ces articles trouvent une audience dans les Forces d'auto-défense. De plus, il semblerait qu'au moins 50 jeunes membres de la secte s'intègrent aux forces armées japonaises chaque année.

Si l'Eglise de l'unification a des relations avec une agence de renseignements japonais, c'est vraisemblablement à travers les forces armées. Il existe trois principaux services de renseignements au Japon dont la Division des renseignements des forces armées. La concurrence les empêche de coopérer ou de partager l'information. La nature de ces services de renseignements est telle qu'il est difficile de connaître la profondeur de l'association de la secte avec les forces armées, mais toute connexion avec la KCIA est significative.

L'Eglise de l'unification semble avoir inauguré une collaboration avec la CIA des Etats-Unis dans plusieurs pays du Tiers-monde. Cela apparaît très clairement aux Philippines, surtout après la prise du pouvoir par Aquino. Une telle activité suggère que l'Eglise de l'unification est aujourd'hui en train de consolider sa position dans le mouvement anti-communiste global, dirigé par les Etats-Unis.

Sur la scène politique japonaise

Dans la politique japonaise, l'Eglise est très active pour faire adopter la Loi anti-espionnage (1), se conciliant, pour ce faire, certains membres du parti au pouvoir, le LDP, tout en rassemblant d'autres groupes de droite derrière la cause. La nature internationale de l'Eglise de l'unification est aisément reconnaissable au Japon. Ses partisans totalement obéissants peuvent parfaitement y être utilisés comme terroristes de droite. Elle peut aisément importer un terroriste, et ensuite, tout aussi aisément le faire sortir clandestinement.

Si la stratégie de contre-insurrection, connue sous le nom de guerre de faible intensité, telle qu'elle est menée en Amérique latine et aux Philippines, fait boomerang vers les nations impérialistes, comme la violence a généralement ten-

dance à le faire, ou est utilisée de façon stratégique par les gouvernements eux-mêmes, l'Eglise de l'unification serait tout à fait volontaire pour l'appliquer. L'Eglise de l'unification est connue pour avoir constitué et pour gérer un réseau de commerce d'armes dans tout le Japon, bien que jusqu'à présent cette activité n'ait pas été formellement prouvée. Nous pensons que son but n'est pas simplement de faire de l'argent en vendant des produits des usines d'armements que la secte possède en Corée du Sud. Elle pourrait utiliser un tel trafic pour stocker une quantité suffisante d'armes légères et armer des "soldats". Assistée par la KCIA, la secte a peu de difficultés à faire voyager ses armes. Faire passer des armes à travers une frontière est beaucoup plus aisé que de kidnapper Kim Dae Jung à Tokyo (2).

Nous n'avons pas parlé de la structure organisationnelle de l'Eglise de l'unification, ni des détails sur ses activités nombreuses et variées, surtout aux Etats-Unis. Mais la cohérence apparente de la secte ne repose que sur l'écran de fumée de la religion qui cache ses activités frauduleuses, et parfois brutales. En bref, l'Eglise de l'unification est un nouveau genre de société d'affaires, dont le *business* est l'anti-communisme. Moon Sun Myung n'avait probablement pas imaginé que son affaire connaîtrait un succès aussi grand qu'infamant. L'organisation complexe de la secte issue de sa tentative de mener un groupe religieux à l'anti-communisme, conserve les caractéristiques et le style militariste du milieu sud-coréen dans lequel elle est née. Incapable de devenir puissante sur place, l'Eglise s'est étendue dans le domaine international. De façon ironique, sa base principale est devenue le Japon, autrefois dominateur colonial de la Corée. Mais ici la source de son financement rencontre un sérieux défi car le *Reikan Shoho* (la technique frauduleuse de la "vente par l'esprit" cachée derrière les oripeaux de la religion - voir article suivant) se trouve aujourd'hui largement dévoilée. Pour survivre dans ce pays, la secte Moon, avec ses ouvriers à des salaires incroyablement bas, sera confrontée à la nécessité de changer de méthodes de façon drastique. ■

La CAUSA ou Confédération de l'Association pour l'Unité des Sociétés des Américains, a été fondée en 1980 à l'issue d'une tournée effectuée en Amérique latine par Bo Hi Pak, l'un des principaux adjoints de Sun Myun Moon, fondateur de l'Eglise pour l'Unification. Cette formation est le résultat d'une étroite collaboration entre des dirigeants de droite et des militaires de plusieurs pays d'Amérique latine avec l'Eglise de l'Unification. Causa fut établie entre autres au Honduras, au Brésil, en République dominicaine, en Bolivie, au Paraguay. Il apparaît que l'Eglise de l'unification a investi de substantielles sommes d'argent afin d'obtenir des réponses favorables de ses contacts latino-américains.

Unification News, journal de l'Eglise de l'Unification a décrit CAUSA comme un mouvement idéologique destiné à mobiliser des forces contre le communisme. Sa principale activité est d'organiser des séminaires d'endoctrinement idéologique dans lesquels les participants entendent de longues conférences sur "L'idéologie de l'unification pour la victoire contre le communisme". Ces cours sont tout simplement la doctrine de l'Eglise de l'unification, traduite en une terminologie socio-politique.

(De *Covert Action Information Bulletin*, numéro 27)

1) Il existe aujourd'hui au Japon une campagne forte et bien organisée pour promouvoir l'adoption d'un Loi de protection des secrets nationaux, plus communément appelée Loi anti-espionnage. Ce qui n'est pas si largement connu, c'est que la principale source de financement et les efforts organisationnels viennent de la Fédération internationale pour la victoire sur le communisme (IFVOC), organisation conçue par Moon Sun Myung. Le noyau de cette campagne est formé de deux courants principaux : Le Congrès national pour la promotion du Décret anti-espionnage et les Membres du Parlement et les Intellectuels pour la promotion de la Loi anti-espionnage. C'est l'IFVOC qui contrôle en fait ce mouvement.

2) Principal opposant bourgeois à Park Chung-Hee, en exil au Japon la KCIA l'a enlevé, en plein Tokyo, en 1973. Condamné à mort, le scandale international obligea la dictature à commuer la mort en prison. Libéré, dans le processus de "démocratisation" du régime coréen, il a été candidat aux élections présidentielles de décembre 1987, mais a été battu par Roh Tae Woo.

L'argent de Moon

LA BRANCHE JAPONAISE de l'Eglise de l'unification du Révérend Moon Sun Myung a transféré, aux Etats-Unis, au moins 800 millions de dollars au cours des neuf dernières années pour financer les activités politiques de l'Eglise et ses opérations dans diverses affaires, y compris le journal *The Washington Times*, selon deux anciens représentants haut-placés de cette Eglise.

Narusawa MUNEO

CET ARGENT provient du Japon, tout d'abord à travers une entreprise commerciale située à Tokyo et qui utilise les membres de l'Eglise pour vendre des vases de marbre, de précieuses pagodes miniatures, et d'autres images religieuses qui, selon eux, sont supposées posséder des pouvoirs supranaturels. C'est ainsi que le *Washington Post* commence son article intitulé "Les profits japonais de Moon accroissent leur effort aux Etats-Unis", paru il y a trois ans. Cet article rapproche le style commercial de l'Eglise de l'Unification connu comme "la vente par l'esprit" au Japon avec les activités des membres de la secte aux Etats-Unis et illustre la façon dont le capital circule.

Technique de vente à haute pression

La "vente par l'esprit" décrite par le *Washington Post* comme "technique de vente à haute pression pour tirer avantage du consommateur japonais", était déjà utilisée à la fin des années 70, mais ce n'est que plus récemment, en 1987, que les médias ont commencé à en rendre compte. En février, un groupe de jeunes avocats, a commencé à venir en aide à des gens victimes de cette technique. Ces efforts aboutirent finalement à la production d'un rapport intitulé "Le schéma de la vente par l'esprit, étendue réelle des dommages causés et contre-mesures".

L'organisme qui a commandité ce rapport, la Fédération japonaise des associations d'avocats (JFBA) a rassemblé des statistiques pour chaque district et selon ce rapport, l'escroquerie a permis de totaliser, entre 1980 et avril 1987, 17,2 milliards de yens. Cependant, comme pour toutes les fraudes, les chiffres du rapport ne peuvent représenter qu'une fraction des dommages véritables.

Examinons de façon plus approfondie comment se passe cette "vente par l'esprit". Tout d'abord deux femmes, parfois un homme et une femme, se rendent chez quelqu'un en se présentant comme des dé-

marcheurs d'une fabrique de cachets, de sceaux (1). Une fois entrés dans la maison, ces représentants essaient de lire les qualités et noms des habitants du lieu, la plupart du temps des maîtresses de maison seules, pour se renseigner sur leur famille, leurs avoirs, leur histoire médicale et les problèmes familiaux actuels. Ces escrocs leur conseillent alors d'acheter un nouveau sceau familial, car l'ancien leur porte malheur, ce qui engendre l'inquiétude dans la famille. S'ils réussissent à semer le désarroi, ils reviennent quelques jours plus tard et annoncent la présence en ville, d'un grand-maître qui possède des pouvoirs surnaturels. Si la personne est convaincue qu'elle a besoin de le consulter, ils l'amènent dans un "endroit saint", consacré, en fait un appartement ou un bâtiment leur appartenant.

Un maître et ses disciples sont là qui menacent l'acheteur éventuel en lui disant "parmi vos ancêtres il y a un homme qui a fait du mal aux autres et a eu des problèmes avec une femme durant sa vie et c'est lui qui jette le malheur sur votre famille", ou bien "l'un de vos ancêtres souffre dans l'autre monde". Quand ils réussissent à ébranler le client, ils insistent sur l'achat de vases de marbre, de pagodes et de tisane de carotte coréenne comme "seule façon de sauver vos ancêtres et de rendre votre famille plus heureuse".

Escroquerie

Le prix des vases s'étage entre plusieurs centaines de milliers et plusieurs millions de yens, et celui des pagodes de plusieurs à des dizaines de millions. Bien sûr tous les clients ne peuvent pas acheter sur le champ. Alors, pendant de longues heures, cela peut durer jusqu'à dix heures, le maître manœuvre le client jusqu'à ce que, il ou elle, se rende, en évoquant encore et encore le bien-être des esprits ancestraux.

Si un client tente de rentrer chez lui, avant d'avoir dit oui, un "disciple" va l'en empêcher physiquement. Le client fatigué de résister, accepte finalement d'acheter.

La JBFA considère que cette transac-

tion tombe sous l'accusation criminelle de menace et de fraude, et demande des poursuites judiciaires. Dans le rapport on estime que la campagne de "vente par l'esprit" est sans doute coordonnée par une vaste organisation, à en juger par la similitude des schémas et des marchandises dans tout le Japon. C'est un fait que les "vendeurs", "maîtres", et "disciples" sont tous membres de la secte Moon. Les vases en marbre et les pagodes proviennent d'une entreprise de maçonnerie dont le propriétaire est l'Eglise de l'unification en Corée.

Une compagnie marchande de Tokyo, la Happy World (Monde heureux) importe ces produits. Le président de cette compagnie et d'autres cadres sont des membres officiels de la secte, de même que les employés. Sans aucune exception, les vendeurs en gros de ces marchandises importées, la compagnie Happy World, déjà mentionnée et sept autres compagnies, ainsi que les quelques détaillants légaux, sont directement impliqués dans l'Eglise de l'unification.

Où va l'argent ?

L'Eglise de l'unification japonaise a deux fonctions distinctes : faire de l'argent et recruter par endoctrinement. L'opération de ramassage d'argent repose largement sur la technique de la "vente par l'esprit". L'endoctrinement implique l'activité d'approche de jeunes gens dans les rues en leur demandant de répondre à un questionnaire, et de les attirer ensuite vers le centre vidéo où on leur montre un film retraçant la doctrine de l'Eglise. Au début, les membres de la secte ne trahissent jamais leurs véritables objectifs, contrairement aux missionnaires de la plupart des religions. Mais il est clair, que l'opération de ramassage d'argent est leur priorité, 80% de leurs activités, au moins, étant dirigées vers le secteur financier. Etant donné les vastes profits de l'Eglise de l'Unification, qui atteignent facilement des milliards de yens, la question reste, s'il n'est pas dépensé pour des activités religieuses, où s'en va l'argent ?

L'un des bénéficiaires est bien entendu l'organisation politique de l'Eglise de l'unification, l'IFVOC (voir article précédent). Elle n'a qu'une petite équipe d'employés, la plupart relégués à ce poste à cause de leurs mauvaises performances de vendeurs. Cette organisation qui a lancé une campagne pour l'adoption d'une Loi anti-espionnage a réussi à attirer l'attention de nombreuses personnes sur cette question. Sa stratégie comprend l'utilisation de politiciens de droite et conservateurs pour enrainer la campagne.

Juste après les élections simultanées des Chambres haute et basse du Parlement en juillet 1986, il a été publié dans la presse que 130 députés nouvellement élus avaient formé un comité anti-communiste

1) Au Japon et dans de nombreux pays du Sud-Est asiatique, les sceaux, ou cachets, sont d'un usage officiel, comparable à la signature.

sur les bases d'un accord avec les principes de l'Eglise de l'Unification. Certains membres du Parlement avaient des sympathies pour cette secte déjà auparavant, mais aucun n'avaient encore entendu parler d'un "comité anti-communiste". Il a été révélé qu'un membre du Parlement du district de Kyushu a reçu 10 millions de yens quand il a signé son accord avec le comité. Comme c'est très souvent le cas, le rôle de l'Eglise de l'Unification se joue en grande partie derrière le rideau.

Exportations japonaises

Citons encore une fois le témoignage de M. Soejima dans le *Washington Post* ("l'Eglise de l'unification) a gagné plus de 100 millions de dollars par an en 1981 et 1982, dont la plus grande partie a été transférée au siège de l'Eglise à New York. Des notes basées sur le rapport financier de l'Eglise de l'unification pour les mois de juin à septembre 1981, établissent que l'Eglise de l'unification du Japon a collecté près de 54 millions pendant cette période de trois mois (sur la base des taux de change de 1981), dont environ 38 millions ont été envoyés à l'étranger".

"Dans ces notes on découvre que de janvier à août 1982, l'Eglise de l'unification a gagné des profits mensuels se situant entre 6,8 et 14,2 millions, soit 81,4 millions au total. On y lit également que des sommes équivalentes ont été gagnées pendant les quatre derniers mois de l'année. Cela signifierait que la secte a gagné environ 122 millions en 1982, dont 90% ont été envoyés à l'extérieur, selon Soejima". Des informations que l'auteur a rassemblées récemment, montrent que 90% du capital de l'Eglise de l'unification des Etats-Unis et 80% pour celle de Corée, le véritable siège social, proviennent du Japon sous couvert d'activités diverses de la secte à travers le monde.

Naturellement l'Eglise de l'unification nie officiellement toute connexion avec la "vente par l'esprit" et essaye même de déclarer qu'elle n'a aucun lien avec aucune "affaire rentable". D'anciens membres de la secte ont fait la lumière sur de telles prétentions d'innocence et les publications de l'Eglise elle-même les contredisent également.

La preuve n'est pas difficile à trouver :

- Dans *Seiko no Kane* (Les Carillons du succès) de mai 1984, distribué seulement aux membres restreints de la secte, l'expérience d'un vendeur de tisane de carotte est relatée "J'ai essayé de trouver aussi vite que je pouvais un sujet commun avec mon interlocuteur et ensuite j'ai attaqué, et attaqué." Un numéro de juillet 1973 relatait déjà l'expérience de 6 femmes faisant du colportage pour vendre de la tisane de carotte, en Corée.

- En 1983, à Aomori, deux hommes et une femme ont été arrêtés en relation avec la "vente par l'esprit" pour avoir menacé une maîtresse de maison de 50 ans, et ont été considérés comme coupables par le tribunal l'année suivante. Ils étaient tous les trois membres de l'Eglise de l'unification,

La doctrine Moon

Le programme doctrinal de la secte est basé sur les croyances suivantes :

- * Son fondateur et leader, Moon Sun Myung, est l'incarnation de Dieu sur terre.
- * Son objectif général est de mettre sur pied un gouvernement mondial, dans lequel l'Eglise et l'Etat seraient unifiés, sous la direction de Moon.
- * Un slogan souvent répété de la secte : "Pour gagner le paradis il faut être puissant sur terre".
- * Elle considère que le monde est divisé en deux systèmes : des dictatures du "type Caïn" (Etats communistes) et des démocraties du "type Abel" (pays capitalistes).

et selon le dossier de justice, ils avaient chez eux le portrait de Moon Sun Myung, et le *Genri-Coron*, un livre de doctrine de la secte, ainsi que plusieurs copies de *Seikai Shiso*, mensuel de l'organisation politique de la secte, l'IFVOC.

Le Tribunal du district de Kyoto a dû faire protéger les preuves qu'il détenait contre une compagnie marchande de Kyoto à la requête d'une victime de la "vente par l'esprit" en juin dernier. Parmi les livres de compte saisis chez un de ces représentants de commerce, en 1984, une note portait : "Je vais vendre autant que faire se peut parce que la réunion des vendeurs a lieu pour le 30e anniversaire de l'Eglise de l'unification" (fondée le 1er mai 1954 à Séoul-ndlr).

En résumé, les documents permettant d'établir des relations entre des entreprises très rentables et l'Eglise de l'unification sont plus que nombreuses.

Un consommateur naïf

Lorsque la "vente par l'esprit" a commencé à être dénoncée dans les médias de masse cette année, l'IFVOC attaqua d'abord les avocats qui défendaient les victimes et a publié un numéro spécial de *Shiso Shinbun* tendant à démontrer que les attaques contre la "vente par l'esprit" étaient dirigées par le Parti communiste japonais (JCP), que les avocats n'étaient que des gauchistes manipulés par ce parti et que leur but était d'empêcher la Loi anti-espionnage de passer. En réalité, le JCP est loin d'être le seul à attaquer la "vente par l'esprit". La police aussi soutient que c'est un "crime pernicieux". Aussi pour des gens non concernés directement, la logique liant les attaques contre la "vente par l'esprit" et la volonté d'"écrasement du mouvement pour la Loi anti-espionnage" doit être incompréhensible.

En attaquant les avocats et le JCP la secte Moon a bêtement reconnu ce qu'elle voulait nier : que derrière les diverses activités de l'IFVOC, y compris la propagande pour la Loi contre l'espionnage, il y a de l'argent obtenu par l'escroquerie de la "vente par l'esprit". Malgré le fait que l'Eglise de l'unification et l'IFVOC partagent le même président, M. Kuboki Osami, les membres de l'IFVOC continuent, vainement, à insister sur le fait qu'ils sont totalement indépendants de l'Eglise pour l'unification. "L'Eglise de l'unification, réformée et élargie", publiée en 1982 par la direction de Séoul, cite justement, par-

mi les choses accomplies par Moon Sun Myung, la fondation de la Fédération internationale pour la victoire contre le communisme (IFVOC) en 1968.

Bien que les membres de l'IFVOC soient désireux de cacher ces relations, la dénonciation par les médias de la "vente par l'esprit" leur a porté un coup, de même qu'elle a discrédité l'image populaire de l'Eglise de l'unification. Un informateur de l'intérieur raconte que récemment l'Eglise a été confrontée à des difficultés financières, qu'elle a dû réduire le montant de ce qu'elle accorde à ses vendeurs de 12 000 à 3 000 yens par mois et a dû annuler un rassemblement prévu cette année pour la défense de la Loi anti-espionnage.

Il faut s'attendre à ce que la secte cherche à ramasser de l'argent par tous les moyens possibles et imaginables, car le destin de l'Eglise mondiale de l'unification dépend de sa branche japonaise. Mais comme il lui sera pratiquement impossible d'égaler les 500 ou 600% de bénéfice de la "vente par l'esprit", la situation est vraiment sérieuse. L'argent du Japon, le pays de l'animal économique le plus naïf, coule tout d'abord en direction l'Eglise de Corée, forteresse du pouvoir anti-démocratique, ensuite vers les Contrats du Nicaragua et les groupes de vigilants d'extrême-droite des Philippines.

Une risposte internationale

Aussi le problème de la "vente par l'esprit" ne peut pas être considéré comme un problème purement japonais. Parmi les pays développés, c'est le Japon qui a l'attitude la plus tolérante envers les religions, les coutumes et les fêtes mêlent souvent plusieurs croyances. Mais une longue tradition de culte des ancêtres a apparemment été exploitée aisément par la secte Moon. Où ailleurs dans les pays développés aurait-il été possible pour ces "techniques de vente à haute pression (s'appuyant) sur la superstition religieuse de connaître un tel succès?" (*Washington Post*). Pendant plus de dix ans, la "vente par l'esprit" nous a dépouillés, tout en rendant la tâche encore plus difficile pour les mouvements de libération dans le monde entier. Il nous faut admettre ces faits et construire la solidarité internationale en tarissant la source du financement de l'Eglise de l'unification. ■

Décembre 1987

Perspectives du régime Ben Ali

DANS QUELQUES JOURS, cela fera six mois que le nouveau régime tunisien, issu du coup d'Etat "constitutionnel" du 7 novembre 1987, est en place. Six mois que le général Zine El Abidine Ben Ali, après avoir déposé le "Président à vie" Bourguiba en état de sénilité avancée, s'efforce de tailler un habit présidentiel à sa mesure.

L'article dont nous publions ci-dessous des extraits, a été rédigé en décembre dernier ; il est paru en langue arabe dans le numéro 5 de la revue *Al-Mitraqua* que publient nos camarades tunisiens, conjointement avec nos camarades du Liban et de l'Etat d'Israël. Dans sa dernière partie, celle que nous reproduisons, cet article analyse les circonstances immédiates du coup d'Etat et formule un jugement quant aux perspectives du nouveau régime.

Les quatre mois qui se sont écoulés depuis, ont confirmé leur jugement. Aussi bien par rapport aux limites de la libéralisation promise par Ben Ali, que par rapport à son attitude à l'égard des deux principales forces politiques du pays : le parti dirigeant et l'opposition syndicale. Dans le cas du premier, le nouveau régime s'est contenté d'un remaniement, disposant ses hommes de confiance aux postes clés et d'un changement partiel du nom : de Parti socialiste destourien (de *destour* : constitution), la formation dirigeante a été rebaptisée Rassemblement destourien démocratique, son rôle n'étant pas remis en question. Quant à l'opposition syndicale, le nouveau régime cherche à l'amadouer en lui proposant de fusionner avec son syndicat-maison. C'est le sens de la "réconciliation" organisée, récemment par Ben Ali entre le chef du syndicat jaune, Bouraoui, et le chef charismatique du syndicat dissous en 1985, Habib Achour.

Ali BEN SAAD

A LA VEILLE DU COUP D'ETAT de Ben Ali, la crise est générale. Elle atteint tous les secteurs de la vie sociale, politique et économique. En l'absence de toute solution, la crise devient pourrissement. Aucune classe n'est capable d'imposer une alternative au régime destourien, mais celui-ci, du fait de ses propres contradictions, est bien fragile. La seule institution qui ne cesse, depuis des années, de se renforcer est le ministère de l'Intérieur que dirige Zine El Abidine Ben Ali.

La campagne de répression contre le Mouvement de la tendance islamique (MTI) va révéler, une fois de plus, la fragilité du pouvoir et prouver l'efficacité du ministère de l'Intérieur.

Dans la situation de pourrissement généralisé, le seul courant politique qui se développe est celui des intégristes. Malgré le harcèlement policier dont il est l'objet, il bénéficie le premier du désarroi de la jeunesse et du cadre de propagande

que constituent les mosquées et autres lieux de prière. La paralysie du mouvement syndical, l'apathie de l'opposition démocratique qui adopte de surcroît une attitude des plus opportunistes vis-à-vis de la religion, lui permettent de s'épanouir. Une partie importante de la jeunesse étudiante et lycéenne se laisse séduire par le radicalisme islamique, ainsi que certains secteurs de la petite-bourgeoisie traditionaliste. Comme l'ont montré les rapports de police présentés au procès et confirmés, d'ailleurs par le haut degré d'organisation de la riposte intégriste à la campagne de répression policière, le MTI est parvenu à mettre en place un fort réseau, structuré et centralisé, de militants.

Si les conditions exactes dans lesquelles le pouvoir a décidé de déclencher cette campagne restent obscures, la menace potentielle que représentait la progression de ce courant a sans doute été déterminante. De même, il semble bien que les dimensions de la campagne aient dépassé en ampleur les projets initiaux du pouvoir. Alors que celui-ci escomptait

qu'en décapitant le MTI et en arrêtant ses militants les plus actifs, il réduirait ce mouvement à la paralysie pour de longues années, il a été surpris par la vigueur de sa réaction. Malgré la brutalité de la répression qui s'est abattue sur eux, les islamistes ont relevé le défi, organisant manifestations, diffusions massives de tracts, etc. Les attentats de Sousse et Monastir comme les vitriolages peuvent tout aussi bien être des initiatives isolées que des opérations commanditées par la direction du MTI pour démontrer sa détermination ou mettre en évidence les "dérapages" possibles vers la violence au cas où le pouvoir persisterait dans ses intentions.

Les dernières semaines de Bourguiba

C'est alors l'escalade : le MTI déploie tous ses efforts pour prouver sa résolution à ne pas se laisser écraser ; le pouvoir déploie l'ensemble de ses forces pour écraser l'intégrisme et le rayer définitivement de la carte politique. C'est le quadrillage du pays par la police, l'armée et les milices destouriennes ; c'est le ratissage des villes et des quartiers populaires, les arrestations par milliers, la torture dans tous les commissariats de police, l'appel à la délation, etc. L'écho relativement faible de l'agitation islamiste au sein de la population a certes encouragé le pouvoir dans cette voie, mais il semble établi que le principal facteur dans l'escalade répressive ait résidé une fois de plus dans la lutte des clans nourrissant chacun à sa manière le délire paranoïaque de Bourguiba.

Le déroulement de la campagne anti-intégriste, notamment dans ses derniers développements, a révélé dans toute son ampleur la crise et la décomposition des instances suprêmes du pouvoir. Face à un adversaire à l'influence limitée, désarmé mais organisé et résolu, le pouvoir, alors même qu'il avait pris l'initiative de l'offensive, a réagi au jour le jour, empiriquement, déchiré par des batailles internes, incapable d'arrêter une attitude politique cohérente et stable.

La mascarade du procès, l'acharnement des représentants du pouvoir à prouver, contre toute évidence, l'existence d'un complot islamiste lié à l'Iran, la paralysie momentanée du pouvoir incapable de trancher en faveur de l'élimination physique des dirigeants du MTI comme l'exigeait Bourguiba, manipulé, par le clan des ministres Sayah et Skhiri, ou contre leur exécution comme le conseillaient les impérialismes américain et européen, autant d'éléments qui ont révélé de manière flagrante la crise de direction du régime destourien.

Conséquence immédiate de la campagne anti-islamiste, la nomination de Zine El Abidine Ben Ali au poste de Premier ministre a montré l'inquiétude grandissante de l'impérialisme au sujet de la stabilité du régime destourien. Jusque-là, tout en cherchant à trouver un véritable successeur à Bourguiba, capable d'assurer cohé-

sion et stabilité au pouvoir, l'impérialisme n'avait guère jugé urgent d'intervenir directement dans la crise du régime. Un récent rapport au Congrès américain avait bien fixé une liste d'éventuels successeurs, parmi lesquels Sayah et Ben Ali, mais sans doute rien de plus. La France, quant à elle, avait tenté il y a quelques mois de faire désigner le ministre des Affaires étrangères, Hédi Mabrouk, comme chef du gouvernement, mais sans succès. Face à la dégradation de la situation en Tunisie, il semble que l'impérialisme français se soit provisoirement résigné à voir un pro-américain devenir Premier ministre. Des pressions importantes ont dû être exercées sur Bourguiba pour qu'il consente à nommer Zine El Abidine Ben Ali.

Luttes d'influence

En effet, la nomination de celui-ci n'est assurément pas le fruit d'un consensus au sein du pouvoir. Pour lui faire contrepoids, Mahjoub Ben Ali, un des chefs des milices destouriennes, membre de la "vieille garde" bourguibiste, est nommé Directeur du Parti socialiste destourien (PSD). Mais ce contrepoids est bien fragile. Une véritable course contre la montre est déclenchée entre les différents clans : Sayah, Skhiri et Saïda Sassi, la nièce de Bourguiba, s'unissent ; ils savent que Ben Ali est redoutable et que le temps, en lui permettant de consolider ses positions, joue en sa faveur. L'annonce d'une certaine libéralisation politique, les augmentations du SMIG et du SMAG (salaire minimum agricole garanti) et, surtout, le train de mesures en faveur des investisseurs capitalistes, leur fait craindre que Ben Ali ne parvienne à s'attirer le soutien de la bourgeoisie et des couches moyennes, voire des masses laborieuses. Alors que ce dernier dispose de moyens institutionnels sur lesquels il peut s'appuyer contre Skhiri et Sayah, ceux-ci ont une influence décisive sur Bourguiba et s'emploient à préparer la disgrâce du nouveau Premier ministre. Ils ne parviendront pourtant pas à empêcher le remplacement rapide de Mahjoub Ben Ali au poste de Directeur du PSD. De même, si Bourguiba refusera pendant quelques jours de ratifier un remaniement ministériel "technique" proposé par Zine El Abidine Ben Ali, il ne pourra finalement que s'y soumettre. La dernière carte jouée, semble-t-il, par Sayah a été celle de la peur des intégristes, en encourageant Bourguiba à réclamer de nouvelles têtes, dont celle de Ghanouchi, le chef du MTI, pourtant déjà jugé et condamné à la prison à perpétuité.

Les rumeurs sont nombreuses au sujet des circonstances qui ont amené Ben Ali à

déposer Bourguiba. Certains parlent même d'un projet d'assassinat de Ben Ali fomenté par Sayah et Skhiri. S'il est impossible de déterminer si ces rumeurs sont fondées, quels sont les milieux qui les propagent et dans quels buts, elles

ter les ministres et responsables destouriens pro-Sayah ou fidèles à Bourguiba ; appelle les autres membres du gouvernement pour leur annoncer la nouvelle, puis, avec un bataillon de la Garde nationale commandée par le futur ministre de

l'Intérieur, il se rend au Palais de Carthage et annonce à Bourguiba sa déposition. A 6H30 du matin, la population éberluée apprend la nouvelle : Zine El Abidine Ben Ali est Président et Hédi Baccouche son Premier ministre. Un nouveau gouvernement est formé, guère différent de l'ancien.

Formellement, la déposition de Bourguiba serait constitutionnelle et les agrégés de droit n'ont pas fini de débattre de la question, mais, quant au fond, chacun sait bien qu'il s'agit d'un coup d'Etat.

Le communiqué présidentiel mettant fin aux fonctions de Bourguiba définit également les grandes lignes de conduite que se trace le nouveau régime : réformer la Constitution en ce qui concerne les modalités de la succession en cas de vacance de la Présidence, réformer dans un sens plus libéral les codes de la presse et des organisations. Rien de plus, rien de moins ! Le jour même, le 7 novembre, pour concrétiser "l'ère nouvelle" que le coup d'Etat prétend inaugurer, certaines des manifestations les

plus caricaturales du culte de Bourguiba sont abolies : déclamation de poèmes à sa gloire à la radio, diffusion d'extraits de ses discours à la télévision, etc.

Les réactions immédiates de la population ne sont pas spectaculaires. Cependant, les travailleurs, la jeunesse, l'intelligentsia démocratique sont unanimes : "*Bourguiba est parti, tant mieux !*". Chacun, confusément, sentait que le "combatant suprême" était désormais un obstacle à toute amélioration de la situation. Les premiers jours, le nouveau pouvoir a organisé des manifestations de soutien dans les grandes villes qui, pour n'être pas spontanées, n'en ont pas moins rassemblé des milliers de travailleurs venus sincèrement applaudir le "changement" et réclamer du Président une amélioration de leurs conditions de vie : "*la jeunesse, Ben Ali*", "*le sud, Ben Ali*" ; ces deux slogans les plus significatifs reflètent à la fois les illusions suscitées par le nouveau Président, mais aussi le contenu revendicatif de ces illusions. Pour d'autres raisons, de larges secteurs de la bourgeoisie semblent avoir apprécié positivement l'initiative de Ben Ali et Baccouche. Depuis longtemps, l'instabilité du pouvoir les inquiétait ; les retombées des luttes pour la succession sur la gestion administrative et économique et les multiples blocages qui en dé-



Le nouveau Premier ministre Ben Ali

reflètent en tout état de cause l'accélération de la lutte des clans au lendemain de la nomination de Zine El Abidine au poste de Premier ministre. A la veille du 7 novembre, les rapports de forces sont tranchés : aucun des clans ne dispose d'un soutien populaire ; Sayah et Skhiri ont Bourguiba de leur côté ; Zine El Abidine Ben Ali, la police et l'armée (il vient, de surcroît, d'éliminer le général Nooman, chef d'Etat major de l'armée de l'air et proche de la nièce de Bourguiba, Saïda Sassi). Les jeux sont faits ; si Ben Ali veut garder le pouvoir, il lui faut agir vite et d'une manière ou d'une autre passer sur le corps de Bourguiba. A l'aube du 7 novembre, il franchit le pas : c'est le coup d'Etat.

Un coup d'Etat "civilisé"

"Civilisé", tel est, en substance, le jugement qu'a porté l'opposition libérale sur ce qui demeure un coup d'Etat en bonne et due forme. Dans la nuit du 6 au 7 novembre 1987, Zine El Abidine Ben Ali, après s'être assuré du soutien de l'armée, convoque les médecins de Bourguiba, leur impose la rédaction d'un communiqué médical attestant de son incapacité à honorer ses fonctions à la tête de l'Etat ; fait arrê-

coulaient à tous les niveaux de l'appareil d'Etat ne favorisaient pas l'investissement et la reprise économique. Au lendemain de la nomination de Ben Ali au poste de Premier ministre, la revue *El Majallah* souligne le soulagement des investisseurs tunisiens et arabes, après leur inquiétude dans la période précédente face à "l'incapacité ou la peur de prendre des décisions même au niveau des hautes sphères, depuis le ministre jusqu'au Président directeur général. Il en a résulté une vaine multiplication des commissions et des conseils ministériels restreints. Une personnalité informée a dit que ces commissions, sous-commissions et conseils ministériels, se tenaient pour couvrir le ministre au cas où il prendrait une décision" (20.10.1987).

La bourgeoisie espère que la résolution de la question de la succession lèvera tous ces obstacles et que le nouveau pouvoir, moins dépendant de la bureaucratie destourienne, sera à même de réaliser le "moins d'Etat" et d'appliquer de manière plus audacieuse la libéralisation économique entamée depuis longtemps, mais toujours entravée par les hésitations et les considérations sociales et politiques de la bureaucratie d'Etat. Le général Ben Ali est également à même de rassurer les classes dominantes pour ses qualités d'homme de répression. Celles-ci ont très certainement apprécié le déroulement "en douceur" du coup d'Etat.

Réactions des destouriens

Les réactions des destouriens ont été des plus timides. Leurs chefs en prison, personne n'a pris le risque de manifester ouvertement son opposition à Ben Ali, d'autant plus que les responsables locaux des milices, des cellules et des municipalités n'ont aucune illusion sur la sympathie qu'ils inspirent aux masses. En outre, si Zine El Abidine Ben Ali n'est pas un homme du Destour peut-il pour autant s'en passer ? Parient que non, la majorité des destouriens retournent aussi leurs vestes, comme ils l'ont fait tant de fois auparavant, espérant de cette manière conquérir le nouveau Président et l'amener à préserver la continuité du régime et de ses hommes.

Quant aux Etats impérialistes, ils ont tous apporté leur soutien à Ben Ali. Si la France a paru contrariée de n'avoir pas été consultée et de perdre toute chance de placer, à court terme, un de ses pions à la tête de l'Etat tunisien, il n'en a pas été de même pour les Etats-Unis. Personne n'ignore, en effet, les liens étroits de Ben Ali avec l'administration américaine et son armée au sein de laquelle il a été formé, de même que son ministre de l'Intérieur ; chacun sait également les efforts déployés par la diplomatie américaine pour qu'il soit nommé Premier ministre. Et il apparaît peu plausible qu'il ait exécuté son coup d'Etat sans accord avec le gouvernement Reagan ou, à tout le moins, sans l'avoir informé au préalable.

Les pays arabes ont affiché également leur satisfaction ; peut-être même un peu trop bruyamment en ce qui concerne

l'Algérie, quoiqu'il soit difficile d'affirmer catégoriquement qu'il y ait eu des concertations entre le gouvernement algérien et Ben Ali-Baccouche avant l'élimination de Bourguiba.

Quelle a été l'attitude de l'opposition tunisienne ? L'opposition bourgeoise qui n'a jamais osé demander le départ de Bourguiba a applaudi sa destitution comme un acte de "salut national". Le mouvement des Démocrates socialistes (MDS) et surtout le Parti de l'unité populaire (PUP) espèrent que le moment est venu pour eux de participer au pouvoir. Le MDS reste cependant prudent et n'entend pas jouer le rôle d'opposition de sa majesté. C'est ainsi qu'il rejette l'éventualité de sa participation à des élections législatives partielles.

Un militaire pro-américain

L'attitude de l'opposition petite-bourgeoise et ouvrière réformiste rejoint, sur le fond, celle du MDS. Si le Rassemblement socialiste progressiste (RSP) a évité d'apporter un soutien explicite à Ben Ali dans son premier communiqué le jour du coup d'Etat, les déclarations ultérieures de ses dirigeants comme les articles éditoriaux de son journal *El Mawkef* lèvent toute ambiguïté. On pourrait presque en dire autant du PCT, bien que les réticences qu'il a marquées concernant les modalités de la déposition de Bourguiba reflètent une certaine inquiétude. "L'homme du 7 novembre" est un militaire pro-américain et cela n'est guère pour rassurer le Parti communiste, qui sait, de plus et pertinemment, que même en cas de "réconciliation générale" et d'"union nationale", il risque non seulement d'être exclu du cadre de cette "union", mais de perdre aussi tout espoir de tisser une alliance privilégiée avec les libéraux du MDS comme il s'y applique depuis des années. Au moins, espère-t-il, cependant, que le nouveau régime sera contraint de libéraliser quelque peu la vie politique durant une certaine période, ce qui pourrait permettre au PC de reconstituer en partie ses forces éreintées par plus de deux années de répression et de crise interne. L'objectif prioritaire, explique donc le PCT, est de reconquérir une marge de manœuvre pour l'opposition,

notamment en s'inscrivant en positif par rapport à la déclaration du 7 novembre. En d'autres termes, caresser le nouveau pouvoir dans le sens du poil ! C'est-à-dire, également, qu'en échange de concessions du pouvoir sur la question de la liberté d'action de l'opposition modérée, le PC reporterait à plus tard la lutte contre l'austérité et par voie de conséquence la lutte pour l'indépendance véritable de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT).

Au sein de l'UGTT "dissoute", les positions sont très diversifiées, mais le point de vue dominant au sein de la direction est d'échanger un soutien au nouveau gouvernement contre un règlement "honorable" de la question syndicale, sans vainqueur ni vaincu, permettant aux dirigeants légitimes de retrouver des responsabilités syndicales sans perdre la face.

Le MTL, pour sa part, a apporté son soutien au coup d'Etat, se déclarant disposé à collaborer avec le nouveau régime si celui-ci mettait fin à la répression qui le frappe.

Seule la gauche révolutionnaire, dans ses différentes expressions, a pris position de manière radicale contre Ben Ali, sans pour autant apporter le moindre soutien à Bourguiba. Elle a souligné la continuité entre le nouveau et l'ancien pouvoir et a mis l'accent sur son caractère bourgeois et répressif démasquant ainsi les illusions que Ben Ali essaye de propager quant à sa volonté de démocratiser la vie politique.

Hormis la gauche révolutionnaire, l'attitude de l'opposition est, dans l'ensemble, caractérisée par de grandes illusions sur le nouveau pouvoir.

Vers un pouvoir musclé à vernis démocratique

Il est certainement encore trop tôt pour prédire avec exactitude l'évolution de la politique du gouvernement. Il n'y a cependant pas que des inconnus dans le régime politique actuel. Le gouvernement Ben Ali-Baccouche n'est pas tombé du ciel il est composé des mêmes hommes - issus du Destour, de la police, de l'armée - qui ont conduit la politique de répression et d'austérité du temps de Bourguiba. Ce sont



eux qui, avec Mzali comme Premier ministre puis sans Mzali, ont mis un terme à la libéralisation politique du début des années 80 ; ce sont eux qui ont démantelé l'UGTT, puis mis en place une UGTT fantôme. Zine El Abidine, en particulier, est connu pour son itinéraire de technicien de la répression : en janvier 1978 ; au lendemain des "émeutes du pain" en 1984, contre l'UGTT en 1985 ; contre le MTI, etc. De surcroît, le nouveau pouvoir ne camoufle même pas la continuité fondamentale de sa politique avec celle de l'ancien régime et il serait erroné de prendre ses propres affirmations en ce sens pour une simple tactique destinée à amadouer la bureaucratie destourienne.

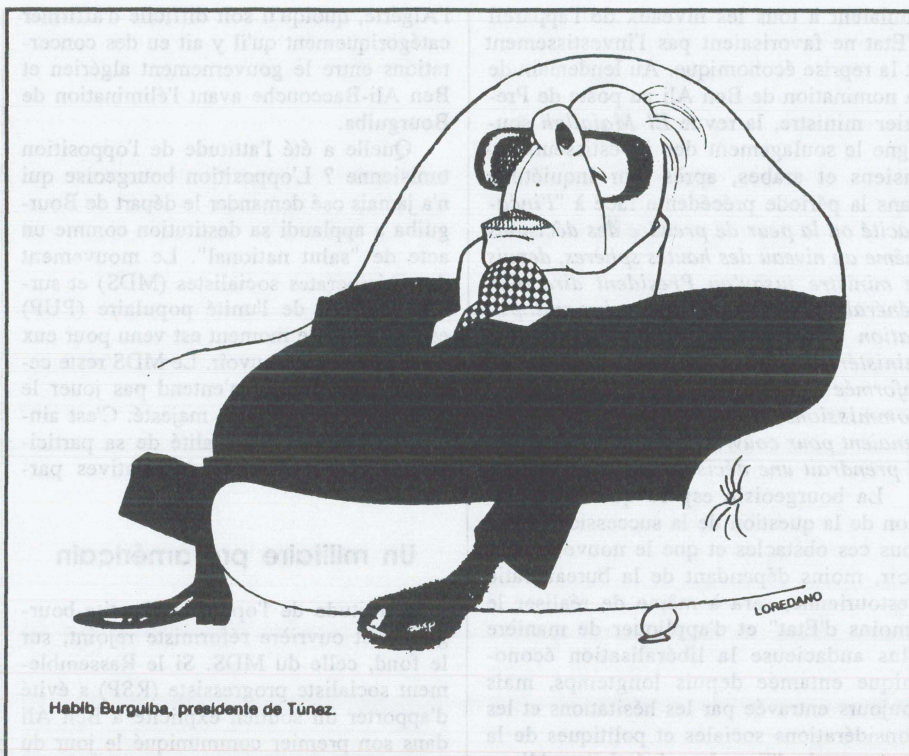
Les réalités de l'"ère nouvelle"

Accorder au pouvoir un préjugé favorable sur la base de sa déclaration du 7 novembre et des mesures prises durant les premiers jours de "l'ère nouvelle" relève, dans le meilleur des cas, d'une grave myopie politique. Comment oublier qui a rédigé cette fameuse déclaration ? Combien de dictatures n'ont-elles pas affirmé le jour de leur installation avoir pour plus précieux objectif l'épanouissement des libertés démocratiques ! ? Certaines "omissions" de cette déclaration ne laissent, en vérité, que peu de doute quant aux véritables intentions de ses auteurs. Il n'y figure, en effet, aucune allusion à la politique économique du nouveau pouvoir, ni à la question de l'UGTT qui, comme chacun sait, est la principale force d'opposition sans la liberté de laquelle il est difficile de parler sérieusement de démocratisation.

Les premières mesures du nouveau gouvernement confirment d'ailleurs, la nature réelle de la démocratisation envisagée. Enumérons-les : loi limitant la garde à vue (à une dizaine de jours en fait), abolition de la Cour de Sûreté de l'Etat et suppression du poste de Procureur général de la République ; libération de Habib Achour, le vieux dirigeant de l'UGTT dissoute ; libération des étudiants embrigadés de force dans des camps militaires disciplinaires, amnistie pour des centaines d'islamistes et pour le Secrétaire général du MDS ; libéralisation de la presse : les journaux précédemment suspendus paraissent de nouveau, la censure se fait moins lourde, la presse gouvernementale elle-même devient plus vivante. Par ailleurs, les multiples entraves et obstacles qui étaient constamment opposés à l'action de l'opposition légale sont levés, le PCT est autorisé à tenir un meeting public, ainsi que la Ligue tunisienne des droits de l'Homme.

La répression continue

En contre-partie, cependant, un dirigeant du MTI a vu confirmer sa condamnation à mort ; le pouvoir continue de refuser l'amnistie générale et s'il a annulé la peine de prison qui frappait Mestiri, le chef du MDS, il n'en a pas fait de même pour deux militants du RSP condamnés pour les mêmes raisons dans la même af-



Habib Bourguiba, présidente de Tunisie.

faire ! Non seulement des syndicalistes et des militants de gauche continuent de croupir en prison mais d'autres viennent de les y rejoindre : membres du Parti ouvrier communiste (POCT, pro-albanais) et syndicalistes. Ces derniers tenaient une réunion à la terrasse d'un café de la capitale. Leur interpellation sonne comme un avertissement adressé aux dirigeants de l'UGTT dissoute.

L'élimination des fidèles

Par ailleurs, jusqu'à présent, le pouvoir ne se dirige pas vers la dissolution du PSD, comme il a été prédit un peu trop rapidement, mais vers son renouvellement et l'élimination progressive des responsables trop fidèles à Bourguiba. En ce qui concerne l'ouverture des principales instances du régime à l'opposition, le moins qu'on puisse dire c'est que Ben Ali-Baccouche ne tiennent pas à brûler les étapes : pas question d'un gouvernement d'Union nationale comme le revendique l'opposition bourgeoise et réformiste, mais marchandage serré concernant la participation de quelques libéraux au gouvernement, pas question non plus d'une dissolution de la Chambre des députés et des municipalités, que le pouvoir avoue lui-même être mal élues, mais des élections partielles qui permettraient une représentation symbolique de l'opposition. En attendant, pour tout "dialogue national" Ben Ali et Baccouche accordent chacun une entrevue aux leaders de l'opposition légale et les invitent à participer à une commission d'élaboration des réformes de la Constitution et du Code de la presse.

Aveuglés par ces "pas positifs" et ces "mesures civilisées" qu'ils ne cessent "d'enregistrer avec satisfaction", les libéraux et autres réformistes en oublient que la police est toujours omniprésente dans le pays et, surtout, qu'un "Conseil natio-

nal de sécurité" vient d'être créé, constitué du Président, du ministre de l'Intérieur, tous deux des militaires de formation, du ministre de la Défense et d'autres hauts responsables de la police et de l'armée, avec pour tâche d'étudier hebdomadairement les questions de sécurité intérieure et extérieure. La présence du ministre de l'Information, au sein de cette commission n'est pas non plus très rassurante. On a du mal à imaginer que pris entre le marteau de la police et l'enclume de l'armée, il ait pour tâche de préserver la liberté de la presse !

Prompte à applaudir toute mesure "positive", l'opposition libérale, le PCT et le RSP n'ont pas mis la même ardeur à dénoncer la constitution de ce Conseil de sécurité. Ils y ont peut-être vu une entorse désagréable à l'"esprit" de la déclaration du 7 novembre et ont préféré ne pas la mettre en relief. Qu'ils se détrompent pourtant : si la formation du Conseil de sécurité n'est pas conforme à la lettre du 7 novembre, elle est cependant, en harmonie totale avec son "esprit". La démocratie, dans le cerveau d'un général Ben Ali, n'a de sens que sous la surveillance étroite des forces de répression. Une démocratie qui préserve "l'ordre public", valeur sacrée, entre toutes, du nouveau pouvoir.

La question syndicale

L'attitude de celui-ci vis-à-vis de la question syndicale n'est pas moins significative. C'est la négation de tout problème, le maintien du statu quo ou, dans le meilleur des cas, l'acceptation de négociations en coulisses non pas pour redonner ses droits à l'organisation ouvrière dissoute, mais pour obtenir la collaboration de ses dirigeants légitimes dans la réalisation du "consensus national" autour de Ben Ali. Il est clair qu'il n'est aucunement

dans les intentions du pouvoir de favoriser l'émergence à nouveau de syndicats combattifs contestant l'austérité.

Si projet de libéralisation politique il y a, celui-ci ne saurait dépasser une libéralisation limitée aux partis qui défendent les institutions essentielles du régime bourgeois et seulement dans la mesure où cette libéralisation ne risque pas d'impulser une dynamique de luttes et d'organisation autonomes des masses. De la méconnaissance de cette vérité résulte la conviction de la gauche réformatrice que l'élargissement des libertés démocratiques est une étape indépendante, préalable à la lutte contre l'austérité. Cette gauche réformatrice ne voit pas que la conquête des libertés démocratiques suppose l'extension des luttes de masse et que celles-ci ne pourront atteindre l'ampleur nécessaire pour imposer des concessions au pouvoir, si la question démocratique n'est pas liée d'un lien indissoluble à la lutte contre l'austérité.

Les difficultés d'une stabilisation du régime

En guise de synthèse, disons du nouveau pouvoir qu'il représente une tentative de résoudre la crise du régime principalement dans ses dimensions politiques : élimination d'un facteur de déséquilibre, en l'occurrence Bourguiba, et par suite du problème de la succession, rénovation et purge du PSD pour en faire un appareil au service de l'Etat bourgeois et non plus une immense machine parasitaire, enfin, intégration des libéraux et l'intelligentsia démocratique au régime. Toutes ces réformes visent à empêcher que la faiblesse interne du pouvoir ne donne au courant islamique un poids politique supérieur à son influence réelle sur la population, et surtout, à éviter que la crise politique au sein des sommets de l'Etat ne se prolonge sur la scène sociale en favorisant, d'une manière ou d'une autre, la reprise des luttes populaires. Stabiliser l'Etat bourgeois pour maintenir une poigne de fer sur les travailleurs, tel est le fin mot de la politique des Ben Ali, Baccouche et compagnie.

Cette politique ne peut cependant aller sans difficultés. La bureaucratie destourienne est toujours omniprésente et elle perçoit toute réforme comme une menace contre sa propre existence. Ben Ali et Baccouche ont tout d'abord surpris par la rapidité avec laquelle ils ont entamé la "débourguibisation" mais, tout aussi singulièrement, au bout de quelques jours, ils furent contraints d'en ralentir le rythme. Le PSD semblait presque destiné à être marginalisé, il n'apparaissait dans l'information officielle que comme un second rôle. Là-dessus, également, Ben Ali et Baccouche ont dû reculer. De même, un Comité central du PSD était prévu pour début décembre avec comme ordre du jour un bilan autocritique de 30 années d'indépendance. La réunion de cette assise a cependant dû être reportée d'un mois. Tout cela montre bien les nombreux obstacles qui existent au sein même du régime à des

réformes politiques aussi superficielles fussent-elles. Les responsables destouriens, les féodalités régionales et locales, les "élus" municipaux, les députés, tous les réseaux clientélistes qui se sont tissés à l'heure du monopole destourien sur la vie politique craignent la moindre libéralisation. Nul doute, en effet, que de nombreux bureaucrates destouriens auraient beaucoup à perdre si des élections municipales ou législatives ouvertes à l'opposition venaient à avoir lieu. Lors de son entrevue avec Mestiri, Ben Ali aurait d'ailleurs justifié le non-recours à des élections législatives générales par l'importance de ces blocages internes. Mais le fait le plus significatif, si l'information s'avère exacte, est qu'il aurait promis à Mestiri de libérer une trentaine de sièges de députés auxquels il réserverait en échange de leurs démissions... de hauts postes dans l'Administration ou dans des sociétés nationales !

C'est pour maîtriser la bureaucratie destourienne que Ben Ali procède à l'épuration progressive du PSD et de l'Administration. Le Bureau politique subit une refonte presque complète, des gouverneurs sont remplacés ainsi que des présidents de municipalités. La même chose se déroule au sein de l'armée et du ministère de l'Intérieur que Ben Ali veut avoir bien en main. Enfin, la plupart des PDG des plus importants services et sociétés publics sont remplacés.

Une libéralisation limitée aux partis de l'opposition bourgeoise suscite d'autres difficultés. D'une part, les différents partis de cette opposition ont tendance à marchander leur collaboration au pouvoir en exigeant des concessions substantielles concernant leur marge effective de liberté et de manoeuvre. Il en va pour cette opposition de sa crédibilité aux yeux de "l'opinion publique". Le pouvoir, lui-même, s'il veut donner une crédibilité à ses promesses se doit de prendre quelques mesures de démocratisation effective.

Marchandages et concessions

Or, au bout de plusieurs décennies de dictature destourienne et de deux années d'étouffement total des libertés démocratiques et syndicales, le moindre souffle libéral libère des énergies énormes. Le phénomène de politisation à une large échelle, que nous connaissons depuis à peine un mois et demi, en est une des manifestations les plus claires. De même, la réactivation des partis politiques et de la presse. C'est le cas également de la presse spécialisée dans le sensationnel qui, tout en soutenant le nouveau président, se fait souvent tribune des oppositions démocratiques, publiant communiqués, points de vue et interviews de tous ceux qui ont quelque chose à revendiquer ou à reprocher au pouvoir bourgeois. L'intelligentsia démocratique qui a sombré dans une sorte de coma profond lorsque les illusions de la politique d'ouverture de Mzali se sont évanouies, retrouve de l'ardeur à la cri-

tique, se réunit et élabore textes et pétitions. Cela, au vrai, n'inquiète que modérément le pouvoir. Par contre, la dynamique spontanée de recomposition syndicale est plus lourde de dangers pour la réalisation de ses projets de démocratie musclée. Les syndicalistes en effet, reprennent courage et recommencent à tenir des réunions. Des instances légitimes de l'UGTT se reconstituent (régionales et sectorielles, syndicats de base, etc.) ; les pétitions et communiqués de syndicalistes affluent dans les rédactions des journaux ; la commémoration de l'assassinat de Farhat Hached, fondateur de l'UGTT, a été l'occasion de nombreux rassemblements devant les locaux syndicaux occupés par le syndicat fantoche. Les syndicalistes légitimes et les travailleurs ont même récupéré leur local à Meknessi, une petite localité de Sidi Bou Zid, le temps d'un meeting. Dans certaines entreprises, parmi les plus importantes, les grèves réapparaissent, dans la métallurgie le bâtiment, etc.

Certes ce processus ne fait que démarquer, mais déjà il met en relief la question clé de toute démocratisation en Tunisie : la place et le rôle de l'UGTT sur la scène sociale et politique.

Une crise économique profonde

Le pouvoir parviendra-t-il par d'autres moyens que la répression à étouffer le renouveau de l'action syndicale ? Pourra-t-il empêcher que les syndicalistes légitimes ne balayent les hommes des milices destouriennes qui, sous la direction de Abdelaziz Bouraoui, jouent la comédie du syndicalisme ? Si l'on admet l'hypothèse que le pouvoir parvienne à un accord avec la direction légitime et avec Habib Achour moyennant une sorte de Pacte social et le renoncement aux luttes revendicatives, un tel accord pourra-t-il durer dans un contexte de crise économique et d'austérité ? Si cet accord ne se réalise pas, c'est-à-dire si le pouvoir maintient le statu quo répressif vis-à-vis de l'UGTT, comment pourra-t-il permettre aux associations comme la Ligue tunisienne des droits de l'Homme (LTDH), à la presse, aux partis réformatrices et même aux partis libéraux bourgeois d'agir librement, alors que les travailleurs, et les syndicalistes s'engouffrent dans la moindre brèche pour faire entendre leur voix ?

Encore une fois, soulignons-le, le caractère structurel, permanent et de plus en plus profond, de la crise économique en Tunisie interdit toute illusion quant à une démocratisation importante et durable du régime. Si l'opposition démocratique et ouvrière est, malgré sa crise, assez forte, potentiellement, pour menacer la poursuite de la politique d'austérité, elle est cependant encore trop faible pour imposer par ses luttes le respect des libertés démocratiques.

Une hypothèse est souvent avancée qui prévoit que le nouveau régime ne pouvant guère s'appuyer durablement sur le

PSD sera contraint de chercher des appuis du côté de l'opposition libérale ou, en tous cas, de jouer sur l'équilibre entre des-touriens et libéraux, à travers, peut-être, la création d'une troisième force du genre "Parti du Président". Cette hypothèse qui surévalue les capacités de manoeuvre du nouveau pouvoir, ne tient pas suffisamment compte des liens étroits que continue d'avoir l'équipe actuellement dirigeante avec le "vieux" régime destourien, ni des multiples obstacles politiques et sociaux relevés plus haut. A moyen terme, l'hypothèse inverse est plus probable : si le nouveau pouvoir ne peut s'appuyer sérieusement sur le PSD, s'il ne peut pas non plus s'appuyer, même partiellement sur l'opposition à cause des risques que cela n'encourage indirectement l'essor des luttes populaires, alors il ne lui restera plus que le choix de se recroqueviller sur ses institutions répressives, police et armée, les seules en lesquelles Ben Ali et son Conseil de sécurité peuvent avoir confiance. Par ailleurs, les liens privilégiés de Ben Ali avec les Etats-Unis n'incitent guère à l'optimisme quant à la démocratisation.

L'après-bourguibisme a commencé !

L'après-bourguibisme a donc commencé. Bourguiba n'est pas mort, les masses ne l'ont pas éjecté. Son départ est l'œuvre du régime lui-même, mû par une sorte d'instinct de conservation (sans négliger l'influence américaine). Le moment était bien choisi : légère détente sur le plan économique, léthargie des masses, déliquescence de l'opposition organisée. L'initiative, incontestablement, est dans le camp de la bourgeoisie. Trop de facteurs cependant s'opposent à une stabilisation politique. En premier lieu le fait que la direction actuelle de l'Etat bourgeois est loin d'avoir trouvé la forme de gouvernement capable de se substituer efficacement au régime bonapartiste bourguibien, en tenant compte des profondes modifications qu'a connues la société tunisienne depuis 30 ans. Une autre inconnue demeure dont les conséquences ne pourraient qu'être déterminantes pour l'évolution de toute la période de "transition" à venir l'attitude du mouvement de masse. Les travailleurs trouveront-ils le chemin de leur indépendance de classe. Seront-ils capables de reconstruire leur organisation syndicale autour d'une orientation de lutte ? Le foisonnement de l'avant-garde et de la gauche permettra-t-il l'émergence d'une direction capable d'éviter aux travailleurs les pièges de "l'union nationale" et autres désastres comme l'écrasement de l'UGTT en janvier 1978 et son démantèlement en octobre 1985 ?

Si la classe ouvrière et l'ensemble des masses populaires entament l'après-Bourguibisme en position de faiblesse, les contradictions de la période de "transition" qui vient de s'ouvrir offrent incontestablement des perspectives importantes de luttes et de radicalisation. ■

Décembre 1987

PARAGUAY

"Victoire électorale" pour Stroessner

LE 14 FEVRIER DERNIER, le général Stroessner "s'est réélu" avec 90% des voix. Depuis 1954, date de son coup d'Etat, c'est la huitième élection de ce type. Il a toujours gagné... Mais cette fois, la répétition de la farce n'a pu dissimuler d'importants changements en cours au Paraguay. La dictature n'est plus aussi solide.

En temps

LA DICTATURE du général Stroessner a une longue tradition de "coups de mains" contre les ennemis et les alliés en disgrâce. A la mi-87, dans la convention qui devait élire la nouvelle direction du parti Colorado au pouvoir, et le candidat de ce parti aux élections, la police interdit l'entrée dans la convention des délégués de la faction "traditionaliste" - qui prétendait avoir la majorité.

Appuyée par l'ambassade américaine, cette dissidence se voulait la cheville ouvrière civile d'une transition contrôlée au Paraguay.

Restèrent seulement dans la convention les délégués "militants" d'orientation typiquement fascisante, les représentants de la nouvelle oligarchie de l'argent facile (trafiquants de drogue, d'armes, contrebande, spéculation etc.).

Avec cette révolution de palais, Stroessner brise une alliance de près de trente ans avec le secteur traditionnel de l'oligarchie (liée aux grandes propriétés foncières et au commerce international), représenté par ces "traditionalistes".

L'économie mafia

En 1954, Stroessner fit son coup d'Etat avec l'appui de l'ambassade nord-américaine et l'armée, plus l'oligarchie traditionnelle, l'Eglise et les secteurs populistes du Parti Colorado. Puis, avec la domination absolue de l'Etat, il "modernisa" la vieille économie agricole et exportatrice. Il inséra le pays dans les circuits internationaux de spéculation financière, les réseaux de trafic illégal de marchandises et la sphère du trafic de drogue. L'Etat devint également le plus important employeur de main-d'œuvre salariée, au service d'une politique clientéliste, visant à gagner des secteurs importants du peuple pour qu'ils donnent au moins un appui

passif à la dictature. C'est ainsi qu'apparaît du cœur même de la dictature, une nouvelle fraction bourgeoise, liée à tous les malfrans nationaux et internationaux recueillis par Stroessner.

La construction d'Itaipu (1) fut un grand moment du régime de Stroessner. Avec un coût bien supérieur au Produit intérieur brut du Paraguay, les dollars arrosèrent rapidement l'économie paraguayenne via d'innombrables réseaux. Mais Itaipu fut aussi le début de la crise de la dictature. Quand la manne de dollars s'arrêta, Stroessner dut redéfinir son schéma : il augmenta les impôts sur les entreprises et créa un taux de change différencié, forme d'aide au capital financier aux frais de l'Etat.

Dans cette conjoncture, les pressions venant à la fois de l'impérialisme nord-américain, du patronat et de l'Eglise paraguayenne, en faveur d'une ouverture politique (contrôlée) se sont faites plus fortes. Elles trouvaient leur répondant au sein du parti au pouvoir et se manifestaient dans la presse et dans les secteurs de l'opposition par la sympathie affichée par les "traditionalistes" qui mobilisèrent toutes leurs influences politiques et organisèrent des manifestations massives d'appui à leur ligne.

Dans l'esprit de l'ambassade américaine, les "traditionalistes" devaient l'emporter lors de la convention du parti, en changer la direction mais reconduiraient de nouveau Stroessner comme candidat sa sa "réélection".

L'opposition bourgeoisie (le Parti libéral et le Parti libéral radical) devait se présenter aux élections ... afin de les perdre, faisant ainsi une tentative de rétablissant du jeu politique. Le retour de Domingo Laino, dirigeant d'un autre petit parti bourgeois, le Parti libéral radical authentique après des années d'exil fut né-

1) Située à la frontière du Paraguay et du Brésil, pays avec lequel elle fut construite en commun, Itaipu est la plus grande centrale électrique... du monde. Elle a coûté la bagatelle de 17 milliards de dollars. Sa capacité de production est de 72 milliards de kw/heures par an, alors que la consommation estimée du Paraguay est de 5 milliards de kw/h par an...

gocée par les Américains avec l'objectif de regrouper autour de sa personne, toute l'opposition.

D'autre part, les rythmes de la crise économique et sociale aiguise la lutte populaire, se traduisant notamment par des occupations de terre depuis 1985, des mobilisations des travailleurs pour des augmentations de salaires, et des étudiants contre les frais de scolarité. La réponse de la dictature fut donnée par les groupes para-militaires dans les villes, et l'intervention directe des forces armées dans les campagnes, faisant de nombreux morts.

Le climat n'y était pas pour une "transition négociée".

Lors de ces dernières élections, Stroessner a dû affronter l'opposition la plus large depuis ses 34 années de dictature. A part le capital lié à la contrebande et au trafic de drogue et les militaires et leur réseau d'appui international (Brésil, Taïwan et l'Afrique du Sud), Stroessner ne peut plus compter sur l'appui de grand-monde mais doit faire face à un rejet quasi unanime dans l'opinion publique internationale, et sur l'opposition intérieure du patronat, de l'Eglise catholique et du mouvement populaire.

La divergence entre la politique brésilienne et celle des Etats-Unis en ce qui concerne le Paraguay, est plus apparente que réelle. Le Brésil, à travers la Mission militaire brésilienne au Paraguay, est la porte d'entrée de la politique nord-américaine dans les forces armées paraguayennes, élément-clé pour une quelconque négociation, et qui rend peu intéressante pour les Américains une rupture du Brésil avec la dictature paraguayenne. Dans la mesure où cette porte reste largement ouverte, l'ambassadeur des Etats-Unis à Asuncion peut continuer d'agiter le drapeau de la lutte pour la "la démocratisation" du pays, ce qui sert largement au gouvernement Reagan dans sa stratégie d'intervention globale en Amérique latine, comme "paladin de la liberté", et qui justifie, du même coup, sa guerre contre le Nicaragua.

Mais Stroessner sait que sa position est risquée et que le pays est économiquement épuisé depuis que les travaux d'Itaipu se sont achevés, voilà cinq ans. Cette situation a entraîné un profond mécontentement, tant dans les secteurs populaires que parmi le patronat. La situation s'est compliquée quand la dictature a essayé de faire payer la crise, tant la bourgeoisie traditionnelle que les travailleurs. Après, la dictature a trouvé une porte de sortie : les dollars d'Itaipu ont été remplacés par ceux du trafic de drogue et de la contrebande.

Dans les derniers mois, furent découverts en Argentine, Belgique et Panama, d'importants chargements de cocaïne provenant du Paraguay. la dictature a négocié rapidement avec Taïwan l'immigration de Chinois "indésirables" qui seront relogés le long de la frontière avec Brésil, au prix de 30 000 dollars par tête, avec droit pour les intéressés d'utiliser une zone franche d'un aéroport spécialement construit pour eux à Stroessner-Ville.

De cette manière, le Paraguay se pré-

pare d'un bon pied à remplacer la Bolivie et la Colombie dans le hit-parade des pays où fleurissent les trafics en tous genre : drogues, armes, prostitution, et contrebandes diverses.

Avec ces dollars, la dictature a repris les grands travaux publics, élevé le taux de change du dollar pour les exportations et créé de nouvelles lignes de crédit et d'aides financières pour l'agriculture.

Mais de cette façon également, le Paraguay devient une source de tension régionales, à cause de l'éclosion même de ces trafics illicites liés aux pays voisins, dont l'Argentine et le Brésil. ■

25 mars 1988

Enjeux du mouvement populaire

LA CRISE de la dictature a deux dimensions : l'impossibilité d'unifier le gros de la bourgeoisie autour de son projet de domination, et une incapacité croissante à contrôler le mouvement populaire. C'est un régime qui coûte cher, et qui est de moins en moins efficace.

DANS LES ANNEES 80 sont apparus au Paraguay différents mouvements sociaux qui ne sont pas directement liés aux expériences antérieures (PC dans les années 60, et foquisme dans les années 70), mais qui sont le produit de la confrontation directe des secteurs populaires avec la dictature, autour de revendications immédiates : la terre, les salaires, la santé, l'habitat, l'éducation.

En 1985, on compte plus de vingt occupations de terre dans les campagnes. En 1986, a lieu la première grève importante, celle des travailleurs du principal hôpital de la capitale, et qui reçoit le soutien massif de la population. L'on assiste également à une reprise des mobili-

sations étudiantes dans les universités. Finalement, 1987 a été une année de crise urbaine, avec des occupations de terre dans la périphérie d'Asuncion.

C'est dans cette période qu'apparaissent diverses organisations paysannes qui revendiquent la terre et la fixation de prix décents pour les produits agricoles. Se constitue le Mouvement intersyndical des travailleurs (MIT) qui fonctionne comme un embryon de centrale syndicale (la centrale officielle étant dans les mains du gouvernement). La Fédération des étudiants d'université du Paraguay (FEUP) voit le jour qui, rapidement, va marginaliser la fédération officielle.

Apparaît également un mouvement de base chrétien qui sera à l'initiative de la plus grande manifestation contre la dictature des dernières décennies, rassemblant plus de 40 000 personnes dans la capitale, Asuncion.

L'opposition du MDP

C'est sur la base de cette progression du mouvement social qu'est fondé en mai 1987, le Mouvement démocratique populaire (MDP) qui se propose de représenter dans la transition, une alternative différente du pacte proposé par l'ambassade américaine et accepté par les partis traditionnels.

C'est cette effervescence des mouvements populaires qui a rendu non viable la participation des partis traditionnels dans les élections qui viennent de se dérouler. C'est même cette effervescence qui a amené ces partis à assumer une politique radicale face à ces élections, appelant dans la dernière phase de la campagne à "ne pas voter", défiant ainsi ouvertement la dictature. Mais les avancées du mouvement populaire sont encore trop faibles du point de vue organisationnel. Les luttes découlent aujourd'hui de la crise sociale, mais il n'y a pas d'avant-garde capable de proposer une alternative politique à la crise de la dictature.

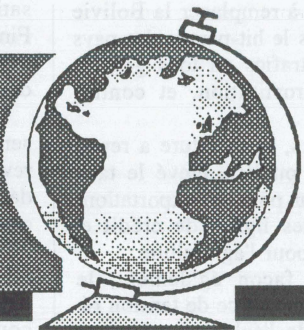
Nous assistons encore à une grande dispersion des forces et le manque d'instances de centralisation des mouvements se fait cruellement sentir.

Le chômage et la répression policière ont aggravé ces faiblesses générales.

La crise de la dictature et les tentatives nord-américaines pour imposer une transition électorale contrôlée et conservatrice sont un défi pour les directions naissantes du mouvement populaire. Elles montrent la nécessité d'un projet politique de libération nationale et de révolution sociale capable d'exprimer toutes les aspirations du peuple. ■

Em Tempo,
25 mars 1988

EN BREF...



CHILI

"Pik" Botha chez Pinochet

Soucieux de promouvoir sur le marché latino-américain, les ventes d'armes dont son pays est un gros producteur, le ministre des Affaires étrangères d'Afrique du Sud, "Pik" Botha, était en "visite privée" à Santiago du Chili du 9 au 11 mars dernier.

"Le Chili et l'Afrique du Sud sont tous deux victimes de campagnes de désinformation, qui ne rendent pas compte de leur réalité", devait-il déclarer dans une conférence de presse lors de son arrivée dans la capitale. Sa visite est un élément de l'offensive diplomatique (et économique) de l'Afrique du Sud dans cette région du monde.

Quelques jours auparavant, l'ambassade avait organisé un séminaire de "relations publiques", benoîtement intitulé *"L'Afrique du Sud, une peinture actuelle"*, auquel assistaient des officiers du haut-commandement de l'armée chilienne et des membres du gouvernement. Des sources diplomatiques (et relativement correctement informées) suggèrent qu'un des objectifs de Prétoria est d'obtenir, par cette campagne "d'information" tous azimuts, le soutien des principaux pays latino-américains à sa guerre contre l'Angola.

La visite de Botha coïncidait avec la présence de deux navires de guerre dans les eaux du port de Valparaíso qui transportaient des armes destinées à la FERIA internationale de l'air (FIDA), exposition annuelle où les marchands de canons du monde entier vantent à qui mieux mieux leurs productions respectives, et qui se tenait cette année à Santiago.

Les Sud-Africains ont en effet décidé de prendre une part plus importante à la FIDA, seul événement du genre dans le sous-continent. Rude concurrence en perspective pour les Israéliens qui se taillent une jolie part de marché dans cette région.

L'Afrique du Sud compte beaucoup emporter des marchés grâce à leur "créneau" contre-insurrectionnel qui intéresse vivement, comme on peut s'en douter, les forces armées latino-américaines. Ce sont notamment de très bons spécialistes

dans le domaine des bombes "anti-personnelles" et les communications dans les zones rurales. Enfin, leur "produit vedette" est le canon G6, d'une portée de 30 kilomètres, qui a été expérimenté avec succès en Angola...

EL SALVADOR

Tripatouillage post-électoral

Alors que les premiers décomptes électoraux donnaient la majorité à l'organisation d'extrême-droite ARENA avec 31 sièges contre 22 au Parti démocrate-chrétien (PDC) au pouvoir et 7 au Parti de conciliation nationale (PCN, l'autre parti de l'opposition bourgeoise), le président de la Commission électorale (membre du PDC) et le président du PCN viennent d'annoncer après nouveau comptage, qu'ARENA perdait deux sièges. Cette modification n'est pas innocente puisqu'elle permet à la démocratie-chrétienne de faire alliance au parlement avec le PCN (parti de la bourgeoisie latifundiste) avec une voix de majorité.

La réaction du major d'Aubuisson, le président d'ARENA, ne s'est guère fait attendre, menaçant de mesures de rétorsion "les poissons" du PDC, si les résultats du scrutin étaient altérés.

Intervenant à la télévision, d'Aubuisson déclarait qu'il *"n'est jusqu'aux forces armées qui comprennent qu'il se passe quelque chose de pas propre ici"*.

Cet appel du pied à l'objectivité des militaires a visiblement été reçu cinq sur cinq par ces derniers, puisque peu de temps après, le général Blandon, chef du commandement général des forces armées mettait en garde contre les risques *"de troubles de l'ordre public dans les rues (...)"* si le conseil électoral ne sait pas mener la situation, agir honnêtement et appliquer correctement le code électoral". Mais, il ajoutait, s'adressant cette fois à l'ARENA : *"Nous nous sentons concernés par le fait qu'un parti avec des intérêts propres en jeu (ARENA, ndlr) puisse mobiliser ses partisans dans les rues, semant ainsi le malaise et le doute parmi la population"*.

De fait, la victoire électorale de l'extrême-droite place dans une position inconfortable le Département d'Etat amé-

ricain qui avait porté Napoléon Duarte sur les fonts baptismaux du pouvoir en 1984. Les élections présidentielles sont prévues pour l'an prochain et Washington souhaite qu'un "modéré" remplace d'Aubuisson à la tête de ce parti, craignant qu'une autre victoire de ce dernier ne remette en cause toute l'opération de redoraison démocratique du Salvador menée à partir de 1984.

FRANCE

Enterrement de Dulcie September

La riposte à l'assassinat, le 29 mars, de la représentante de l'ANC à Paris a été une fois encore l'occasion d'une déplorable division. Alors que le Mouvement anti-apartheid appelait immédiatement à un rassemblement devant l'Ambassade d'Afrique du Sud, le Parti communiste, les Jeunesses communistes et la Confédération syndicale CGT convoquèrent leur manifestation devant le local de l'ANC.

Cette division sur le terrain de la lutte anti-apartheid est devenue systématique en France. Mais le moins que l'on ait pu faire eut été de l'éviter en cette tragique occasion. Rien n'y fit et personne ne céda.

Dans la journée, lorsque Pierre Juquin, ancien membre du PCF et candidat "rénovateur" aux élections présidentielles se rendit devant le local de l'ANC, les membres du PCF présents sur place, en profitèrent pour lancer quelques insultes et quolibets. Le soir, le PCF fit une manifestation largement emprunte d'attaques contre Mitterrand, alors que de leur côté, le Parti socialiste et la direction de SOS-racisme ne cédaient pas un pouce en tenant "leur" rassemblement !

Le PCF a décrété depuis longtemps que la solidarité avec les Noirs sud-africains était sa propriété. Le Parti socialiste, quant à lui, se contente de témoigner et de s'indigner. Chacun de ces partis a usé de l'Afrique du Sud pour ses besoins sectaires. Même la mort de Dulcie September n'a pas changé leurs habitudes.

Ses funérailles, le samedi 9 avril, n'ont fait que confirmer cette triste réalité. Le PCF s'est arrogé le droit d'être au centre de la cérémonie. La seule personnalité française à pouvoir prendre la parole a été Georges Marchais, son secrétaire général. Au moment où des dirigeants de SOS-racisme voulaient apporter une couronne de fleurs, ils furent repoussés *manu militari* par les militants du PCF.

L'ANC ne gagne évidemment rien dans le sectarisme du PCF. Certains journaux ont mentionné la gêne qu'il y aurait eu dans les rangs de sa délégation à propos de cette omniprésence du PCF. En pleine campagne électorale, le PCF a voulu se garantir une image de seul opposant à l'apartheid, alors que le soutien unitaire et large n'a jamais été aussi nécessaire pour contrecarrer les menées répressives du régime de Prétoria.

Une victoire pour les femmes

La chanson dit "On ne peut pas toujours obtenir ce qu'on veut", mais au Canada, les femmes se sont approchées plus près que jamais de ce qu'elles veulent avec la décision prise par la Cour suprême le 28 janvier 1988. Dans un vote par 5 contre 2, la Cour a déclaré comme inconstitutionnelle la Section 215 du Code pénal qui demande que les femmes qui désirent avorter, obtiennent l'approbation d'une commission hospitalière composée de quatre médecins. Cette loi a été adoptée en 1968. Depuis, de nombreux hôpitaux, sous la pression des forces réactionnaires du "Droit à la vie", ont tout simplement refusé de mettre ces commissions sur place ou ont organisé des "commissions bidons" qui n'accordent aucun avortement ce qui empêche les femmes de recourir à l'avortement légal sous peine de poursuites pénales qui peuvent éventuellement se conclure par deux ans de prison. La décision de la Cour suprême annule toute procédure légale, on peut donc penser que la décision reste aujourd'hui du seul domaine de la femme concernée et de son médecin.

Les organisations pour le droit de choisir et les groupes féministes ont célébré cette victoire dans tout le Canada. Des campagnes destinées à légaliser les avortements ont été une réalité politique pendant près de 20 ans, depuis la caravane de l'avortement à la fin des années 60 qui amena des femmes de tout le Canada vers Ottawa (capitale fédérale) jusqu'à la création récente des coalitions pour le droit à l'avortement dans la plupart des provinces au cours des toutes dernières années ? C'était la revendication la plus importante du mouvement des femmes et entraînant la plus forte mobilisation.

La Cour suprême canadienne délibérait sur un appel du docteur Henry Morgentaler et deux co-accusés pour la restauration de leur premier acquittement sous l'accusation de conspiration d'avoir procédé à des avortements illégaux dans leur clinique privée de Toronto. Cette affaire avait été au centre des luttes pour les droits à l'avortement, depuis leur premier procès à Montréal en 1970.

Une vaste campagne pour la liberté de l'avortement sur simple demande s'est développée au Québec au début des années 70 autour du cas de Morgentaler ce qui a mené ensuite le gouvernement québécois, en 1976, à refuser d'appliquer la Section 251 et à ouvrir quelques cliniques publiques offrant la possibilité d'avorter. Comme le financement des services de santé est contrôlé par les provinces, une telle possibilité a varié d'une province à l'autre. Au Québec, par exemple, des cliniques communales permettaient des avortements, au même titre que dans les hôpitaux des grandes villes, alors que dans

l'île du Prince Edward, il n'y avait aucune possibilité d'avorter.

La base légale de la décision de la Cour était la contradiction entre les garanties de la Charte des droits et des libertés et la Section 251. La Charte parle à la fois de "sécurité des personnes" et de "liberté" telles que définies par la "liberté de conscience". C'est Bertha Wilson, la seule femme juge prenant part à la décision, qui a pris la position la plus progressiste. *"Le droit à la liberté contenu dans la Section 7 (de la Charte) garantit à chaque individu un degré d'autonomie personnelle sur les décisions importantes qui affectent de façon intime sa vie privée. La liberté dans une société libre et démocratique ne demande pas que l'Etat approuve de telles décisions, mais demande, par contre, qu'il les respecte."*

La décision prise par une femme d'interrompre sa grossesse tombe dans cette classe de décision. Elle aura des conséquences psychologiques, économiques et sociales profondes pour elle. C'est une décision qui reflète profondément la façon dont une femme vit ses rapports aux autres et à la société dans son ensemble. Ce n'est pas une simple décision médicale, elle est aussi profondément sociale et morale.

La Section 251 du Code pénal retire à la femme la possibilité de prendre ses propres décisions pour la confier à une commission qui se base sur des critères sans aucun rapport avec les priorités des femmes enceintes et leurs aspirations.

Les juges ont considéré, eux, que : *"Forcer une femme, sous la menace d'une sanction criminelle, à porter un fœtus à terme (...), constitue une grave ingérence corporelle et donc une transgression de la sécurité des personnes"*. ■

ETATS-UNIS

Echec au FBI

Le jugement rendu par la Cour fédérale de New York, le 17 mars, a constitué une victoire sans précédent pour les droits constitutionnels. *"La décision gouvernementale de jeter l'éponge dans le procès avec le Parti socialiste des travailleurs (SWP), conclut, par une victoire, ces 15 années de luttes"* a déclaré Jack Barnes, secrétaire national du SWP, lors d'une conférence de presse.

Le procureur général Edwin Meese a décidé de retirer l'appel interjeté par le ministère de la Justice d'août 1986 contre la sentence rendue par le Juge Thomas Griesa qui a déclaré qu'il était illégal de la part du FBI et d'autres services de la police

d'utiliser des informateurs, l'ingérence et les cambriolages contre les organisations et les militants politiques. Meese avait été soutenu dans son action par 11 autres chefs d'agences gouvernementales.

Le jugement rendu par Griesa en faveur du SWP et de l'Alliance des jeunes pour le socialisme (YSA), et sa décision de 1987 interdisant au gouvernement d'utiliser les informations contenues dans les 10 millions de pages de dossier obtenues illégalement par le FBI, a aujourd'hui force de loi dans le pays.

"Cela assure dans les mains de tous les combattants pour les droits démocratiques et les libertés politiques une arme de grande valeur. Cette arme pourra être et sera utilisée largement et avec enthousiasme pour obtenir des libertés encore plus larges pour tout le monde", a ajouté Jack Barnes.

Il souligna également que *"La décision de la Cour de justice stipule que l'utilisation d'informateurs du FBI ou d'autres organes de police pour infiltrer et espionner les gens engagés dans des activités politiques n'est pas une action neutre, c'est une violation du respect de la vie privée et de la liberté d'association. Il s'agit donc d'une victoire historique qui élargit l'espace pour une action politique libre de toute ingérence gouvernementale."*

L'avocat Leonard Boudin, principal conseiller et défenseur dans cette affaire, a fait remarquer que c'était aussi la première fois qu'un juge fédéral a jugé que les cambriolages effectués par le FBI pour voler ou copier des documents privés ou pour installer des microphones constituent des violations du 4e Amendement de la Constitution, qui était écrit pour protéger la vie privée des individus.

Et pour la première fois, une cour fédérale a tranché en décidant que cette campagne clandestine d'opérations de perturbation est illégale. De plus, le tribunal a accordé 264 000 dollars de dommages et intérêts au SWP et à la YSA. ■



Une démocratie sous surveillance

Il n'est pas sûr que le Brésil reste longtemps une démocratie. Tel est le verdict qu'un universitaire américain, Alfred Stepan, professeur à l'Université de Columbia, spécialisé dans l'étude des forces armées en Amérique latine, émet dans un livre qui vient d'être édité aux Etats-Unis, *"Repenser la politique des militaires : Le Brésil et le Cône Sud"*.

Ses conclusions coïncident avec celles d'une autre étude sur la question, écrite cette fois par un universitaire brésilien, José Murillo de Carvalho, qui pense quant à lui, que l'assemblée brésilienne, par peur, sera incapable de limiter l'autonomie dont jouissent les militaires dans ce pays, et leur *"rôle grandissant"* dans le gouvernement.

Les deux universitaires avancent les arguments suivants :

- Aucune autre démocratie au monde n'a six généraux en activité dans son gouvernement. Au Brésil, en plus des ministres pour l'armée de terre, de mer et de l'air, on trouve le commandant en chef de l'ensemble des forces armées, la direction du cabinet militaire de la présidence, et le chef des services de renseignements, le Service national d'information (SNI).

- Les militaires participent aux affaires politiques *"avec toujours l'argument que leur activité est nécessaire pour garantir la stabilité du régime"*. Même s'ils ne sont pas *"formellement"* au pouvoir, les militaires brésiliens *"gardent toutes leurs prérogatives et donnent souvent le mot de la fin, sur les questions controversées"*. Stepan donne en exemple la question de la réforme agraire.

- Le gouvernement de Sarney, dans ses trois années d'exercice, *"n'a jamais proposé, ou même suggéré, de nouvelles formes pour que les civils puissent accroître leur pouvoir aux dépens des militaires"*.

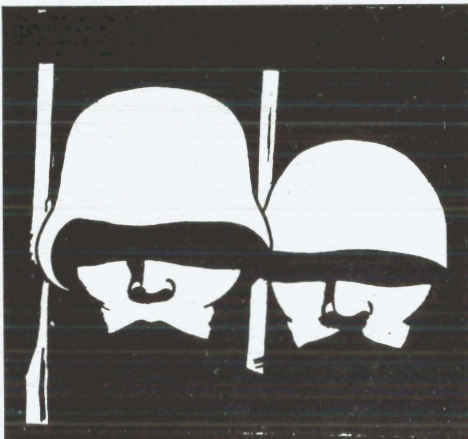
Cette analyse de Murillo se trouve confirmée par le rôle qui est dévolu aux forces armées dans la nouvelle constitution. Une commission désignée par le Président Sarney propose que les militaires doivent avoir les moyens de défendre l'ordre constitutionnel au moyen de pouvoirs constitutionnels. Il n'est pas fait mention de *"guerre civile"*, mais, dans la version finale, il est stipulé que les forces armées sont là pour *"défendre le pays, garantir les pouvoirs constitutionnel et en vertu de l'un de ces derniers, la loi et l'ordre"*.

Murillo critique également ce qu'il considère comme une *"faiblesse"* de l'assemblée constituante vis-à-vis des militaires : alors que l'assemblée a supprimé les généreuses exonérations fiscales dont bénéficiaient jusqu'à présent les magistrats et les députés, le Trésor doit encore décider de celles des militaires qui, pour l'instant, ne payent absolument aucun impôt. *"Il n'est guère difficile de deviner*

ce que nos vaillants officiers du Trésor vont décider", écrit un journaliste brésilien.

Les dernières démonstrations de grève dans les casernes furent réglées par une augmentation des soldes de 110%.

On est loin de l'attitude prise par le gouvernement quand il s'agit de revendications ouvrières...



TUNISIE

Contre la polygamie

Nous publions ci-dessous des extraits d'un article paru dans la revue *Outrouhat* numéro spécial de mars 1988, qui dénonce la volonté de certains groupes de restaurer et légitimer la tradition polygame.

Une nouvelle fois, à l'occasion du changement de pouvoir qui vient de se produire en Tunisie (voir article dans ce même numéro), les droits des femmes sont remis en cause, par des propositions de réformes du Code de statut personnel (CSP). Que représente ce statut pour qu'il dérange de cette manière ? La contestation dont il est l'objet ne vise-t-elle que les nouvelles dispositions juridiques dont bénéficient les femmes et qui se résument, en fin de compte, dans la levée de la tutelle qui pesait sur elles et dans l'abolition de la polygamie qui en est le corollaire ? Que représente la polygamie, que représentent l'infériorisation des femmes, leur minorisation pour qu'il soit si difficile à certains d'y renoncer ? Est-ce que seuls les droits des femmes sont en jeu dans cette bataille du CSP ?

La revendication, par ceux qui remettent en cause le CSP, du retour à l'ordre polygame nous impose une interrogation préliminaire. Qui a encore les moyens d'assumer la polygamie ? Est-ce que l'homme du peuple, voire l'homme de condition économique moyenne peut encore aujourd'hui prendre en charge plusieurs femmes ? Il suffit pour y répondre de se demander s'ils sont encore nombreux ceux qui peuvent se permettre le luxe de se passer du salaire de leur épouse.

La question de l'égalité des sexes si elle peut par conséquent ne pas être une question de principe, on ne peut empêcher qu'elle soit une simple question de bon sens. Les déterminations d'ordre économi-

que et social qui aujourd'hui rendent obsolète l'ancien ordre sexuel, ne sont pas des idées étrangères importées par des personnes déracinées, en rupture avec leur identité, ni une vague vue de l'esprit, elles n'attendent pas qu'on soit d'accord et qu'on les accepte, elles s'imposent avec la force aveugle de tous les déterminismes. Si donc au plan théorique la polygamie peut encore trouver des défenseurs, au plan social son assomption relève désormais de l'ordre des privilèges de classe. Défendre aujourd'hui la polygamie c'est défendre des privilèges de classe, c'est transposer ces privilèges dans l'ordre sexuel. La revendication du retour à la *Charia* (loi fondamentale musulmane) et l'abrogation du CSP en tant qu'ordre juridique positif, situe aujourd'hui le débat au niveau de tout un choix de civilisation. En effet, le CSP est un maillon de tout un ordre juridique, social et politique. On ne peut par conséquent le remettre en cause sans que l'ensemble soit du même coup remis en question.

Comment pourrait-on, en effet, appliquer la *Charia* au domaine de la famille sans l'appliquer au reste ?

Le CSP est solidaire logiquement et organiquement d'un modèle social et de son expression politique. Le remettre en question c'est remettre en question le type de société et le type de pouvoir politique.

Le statut de la femme engage par conséquent l'ensemble de l'ordre socio-politique car il ne peut exister dans un même corps social deux types des législation, deux type de droits. Si on revient aujourd'hui à la *Charia* en ce qui concerne les droits des femmes, on hypothèque l'ordre juridique existant et à travers lui le choix de civilisation qui est le nôtre aujourd'hui ? Car le CSP, l'ordre juridique positif matérialisent tout un processus d'émancipation des femmes et à travers lui la contestation du processus d'émancipation sociale. Si on cède aujourd'hui sur le CSP on cédera demain sur la forme démocratique et le régime républicain.

En effet, le caractère religieux de la contestation en fondant la légitimité politique sur la religion pose le pouvoir non théocratique comme illégitime, par définition. La question cruciale est bien là : qui a autorité, qui a légitimité à parler au nom de l'Islam ? Disons-le clairement, est-ce qu'on est moins musulman parce qu'on est pas polygame, parce qu'on ne répudie pas sa femme ?

La question des femmes n'est pas une simple et banale affaire de femmes. Elle commande aussi une conception du rapport du politique et du religieux, du rapport individu-Islam.

Accepter que les femmes, au nom de l'Islam soient soumises, c'est accepter la soumission de l'individu au nom de l'Islam. C'est accepter qu'on s'érige en détenteur exclusif du pouvoir et de la religion. Céder aujourd'hui sur le CSP ce n'est donc pas seulement brader les droits des femmes, c'est aussi hypothéquer les acquis démocratiques et la forme républicaine du régime.